



Sommaire

- ❖ **Zoom sur l'invasion russe en Ukraine**
 - Secteur du transport p 2
 - Secteur de l'énergie..... p 2
 - Autres secteurs..... p 11

- ❖ **Autres faits saillants**..... p 12
 - Pologne..... p 12
 - Hongrie..... p 14
 - République tchèque..... p 21
 - Slovaquie..... p 23
 - Lituanie..... p 25
 - Lettonie..... p 27
 - Estonie..... p 29

- ❖ **Calendrier** p 31

Zoom – invasion russe en Ukraine

Secteur du transport

Soutien aux transports de passagers

L'**Estonie** veut contribuer à la reconstruction de l'oblast du Zhytomyr et lui a déjà fourni 12 **bus**.

L'**entreprise de transports en commun de Prague** (DPP) a fait don de 20 tramways à la ville de Kharkiv et de 2 bus à Khmel'nitski par l'intermédiaire de l'ONG *People in Need*.

Soutien à la sortie des céréales via la Hongrie

Le secrétaire hongrois d'Etat aux transports valorise les efforts de son pays pour la sortie des céréales ukrainiennes par voie ferrée. Le volume transporté a été multiplié par 8,5 depuis janvier. Le gouvernement va lancer un programme de 12,4 Md HUF (28,9 M€) pour **moderniser le réseau ferroviaire dans la région de Zahony, à la frontière ukrainienne**.

Avions de Wizz Air bloqués en Ukraine

Un Airbus A320 de la **compagnie hongroise Wizz Air** a quitté l'aéroport de Lviv où il était bloqué depuis le déclenchement de la guerre. 3 appareils sont encore bloqués à Kiev. Aptes à voler, ils attendent une inspection par les autorités locales avant de quitter le pays.

Les prix de l'énergie perturbent les transports tchèques

Le prix de l'électricité contraint des **villes tchèques** à restreindre les transports en commun, en éliminant des connexions, et à augmenter les tarifs. Des villes ont déjà supprimé 20% des liaisons et remplacent tramways et bus à gaz comprimé par des diesels moins chers à exploiter.

Le ministre **tchèque** des Transports assure que l'Etat approvisionnera le secteur ferroviaire en électricité à des prix plafonnés à 200 €/ MWh en 2023, le volume ayant été réservé par l'Etat sur le marché. La consommation annuelle de traction des trains est de 1,3 TWh.

Secteur de l'énergie

Gestion des risques énergétiques en Estonie

Le 22 septembre la Première ministre estonienne a, dans une rare allocution télévisuelle, appelé la population à « se tenir prête » pour l'hiver, notamment sur le plan énergétique.

Une menace pèse sur le **BRELL, réseau électrique** commun à la Biélorussie, à la Russie et aux trois Etats baltes. Les opérateurs énergétiques se préparent au scénario d'une déconnexion par la Russie. L'Estonie pourrait se raccorder au réseau polonais en moins de 12 heures et disposerait de ressources suffisantes pour une autonomie de plusieurs jours. *Elering*, gestionnaire du réseau estonien, considère probable que la population estonienne ne s'aperçoive de rien en cas de déconnexion. Le ministre **lituanien** de l'Energie assure de même que son pays pourrait faire face à une déconnexion grâce à des préparatifs, dont un plan de connexion d'urgence à la Pologne.

Une autre menace concerne la **Narva**, rivière frontalière entre **Estonie** et Russie. Un barrage hydraulique y sert à réguler le niveau d'eau utilisé pour le refroidissement des usines de schistes bitumineux. Un plan d'urgence a été développé et *Eesti Energia* est confiant sur le maintien de l'alimentation du réseau électrique en cas d'ouverture du barrage par la Russie.

L'**Estonie** maintient l'objectif d'accueillir le **terminal GNL** de *Paldiski* dès fin novembre, avec une commercialisation du GNL dès janvier 2023. Des discussions sont en cours entre acteurs privés (*Alexela, Infortar*) et ministre des Affaires Economiques pour créer un terminal permanent.

Le PDG d'Eesti Gaas a déclaré que l'Estonie a 2 TWh de stocks de gaz, soit assez pour tenir jusqu'en janvier. Ces réserves sont suffisantes pour fournir le marché intérieur ainsi que pour exporter vers les voisins. Cependant, dans un contexte d'insécurité énergétique, de nouveaux fournisseurs sont sans cesse recherchés.

En cas de problème d'approvisionnement en gaz, les **groupes de consommateurs prioritaires** sont (1) les ménages, (2) les fournisseurs de chauffage résidentiel à base de gaz, (3) les centrales thermiques à gaz essentielles à la production d'électricité et/ou à l'équilibre du réseau, (4) les consommateurs fournissant des services indispensables à la société, (5) les consommateurs dont l'alimentation en gaz ne peut être coupée en moins de 6h et (6) ceux dont l'alimentation en gaz peut être coupée en moins de 6h.

Prix plafonds de l'électricité pour les ménages en Estonie

L'Estonie a mis en place un **service universel de l'électricité pour les ménages**, du 1^{er} octobre 2022 au 1^{er} avril 2026. Il est basé sur un prix garanti, fixé par l'Autorité de la Concurrence, de 15,4c/kWh au 6 octobre, hors TVA et frais divers. Tout inclus, le prix atteint 19,24c/kWh. En outre, une aide gouvernementale de 6c/kWh jusqu'au 1^{er} avril 2023 réduit le prix à 13,24c/kWh. Celui-ci pourrait toutefois être revu à la hausse après concertation avec *Eesti Energia*.

Ce service sera financé par les **profits exceptionnels de l'entreprise publique Eesti Energia**, et ne pèsera donc pas sur le budget du gouvernement. 130 000 ménages, ayant un contrat à prix fixe supérieur à ce nouveau prix plafond ou se fournissant directement sur le marché à prix variable, devraient bénéficier du service. Une extension aux petites entreprises est à l'étude pour début novembre, vraisemblablement à un tarif supérieur.

En Pologne, plafonnement et modification des mécanismes de formation des prix de l'électricité. Soutiens aux entreprises les plus consommatrices d'énergie, à préciser.

Le 7 octobre la Diète a adopté la loi qui prévoit le **plafonnement des prix de l'électricité** en 2023 au niveau des tarifs consommateur régulés 2022 des 4 principaux commercialisateurs (ou leur moyenne pour les clients du marché libre ou d'autres commercialisateurs) dans la limite de 2 MWh/an de consommation par foyer (2,6 MWh pour les ménages comprenant des personnes en situation de handicap, 3 MWh pour les familles nombreuses et les agriculteurs). Le gouvernement allouera environ 23 Md PLN (4,74 Md€) à cette mesure. La loi prévoit également le **versement ponctuel d'un « chèque énergie »** de 1000 PLN (206 €) pour les ménages se chauffant à l'électricité, voire 1500 PLN (309 €) pour une consommation annuelle supérieure à 5 MW. Pour les ménages qui réduiront d'au moins 10% leur consommation électrique entre octobre 2022 et décembre 2023 (vs. 10/2021-12/2022), leur facture globale (électricité et frais de distribution) sera réduite de 10% sur cette période (les montants correspondants seront déduits des factures 2024). Les sociétés énergétiques seront compensées à hauteur du manque à gagner.

Le 11 octobre, le gouvernement a adopté le projet de loi qui prévoit un **plafonnement du prix de l'électricité** pour les ménages à 693 PLN/MWh (142€, quand la consommation dépasse les seuils ci-dessus) et à 785 PLN/MWh (162€) pour les institutions d'utilité publique et les PME (sous un certain seuil de consommation, a priori fixé à 80% de leur consommation passée). Le financement de la mesure viendra principalement des revenus des producteurs d'énergie.

Le 27 septembre, la Ministre du Climat et de l'environnement a publié le règlement qui introduit **les prix plafonds, différenciés selon la technologie de production, sur le marché d'équilibrage de l'électricité**. Cela devrait se traduire par une baisse des prix sur les marchés *spot* et à terme. Le règlement prévoit une méthode plus avantageuse de détermination du prix maximum pour les centrales électriques à houille. Le règlement entrera en vigueur le 21 octobre (le 8 octobre pour une partie de dispositions).

Le 29 septembre, la Diète a adopté le projet de la loi qui prévoit **la suppression totale de l'obligation de vendre l'électricité sur la bourse d'énergie (TGE)**, projet transmis au Sénat.

Le 10 octobre, le président a signé la loi encadrant la mise en œuvre des programmes de soutien aux entrepreneurs pour faire face aux tensions du marché de l'énergie en 2022-2024. Ainsi **le gouvernement pourra - par décret - adopter des programmes d'aide aux entrepreneurs face aux prix de l'énergie**. Le budget prévisionnel est fixé à 17,4 Md PLN (3,6 Md€, env. 0,6% du PIB) sur 2022-2024, dont 5 Md PLN (1,03 Md€) en 2022. Les entreprises à forte consommation d'énergie dont les coûts d'approvisionnement en électricité et en gaz s'élèvent à au moins 3 % de la valeur de production et qui opèrent dans des secteurs identifiés par la CE devraient être éligibles (la loi ne le mentionne pas, les décrets devraient préciser la cible).

Compensation partielle des augmentations des prix du chauffage, du gaz et de l'électricité en Lettonie

Le parlement letton a adopté le 29 septembre de nouvelles mesures de soutien aux ménages et aux entreprises. Une compensation de 90% de la hausse de tarif au-delà de 150€/MWh est prévue pour les ménages raccordés au **chauffage urbain**. Cette mesure est plus protectrice que le plan d'aides approuvé le 11 août, où la compensation était de 50% entre 68 et 150 €/MWh.

Il est également prévu de **plafonner le prix du gaz naturel** pour les ménages se chauffant avec : il sera identique au prix défini par la commission de régulation des services publics, soit 107,3€/MWh. La différence entre le prix commercial et le prix régulé sera intégralement compensé par l'Etat et concernera la période entre le 1^{er} octobre 2022 et le 30 avril 2023.

Le prix de l'électricité sera plafonné à 160 €/MWh dans la limite de 100 kWh. La différence entre le prix commercial et le prix régulé sera ici aussi compensé par l'Etat. Pour la consommation au-delà de 100 kWh, le prix commercial défini par le prestataire du service sera appliqué. **Les ménages se chauffant à l'électricité** et consommant plus de 500 kWh/mois pourront bénéficier de la compensation de l'Etat à hauteur de 50% de la hausse du prix de l'électricité.

Enfin, pour **les entreprises et les établissements publics et municipaux**, une compensation de l'Etat sera accordée à hauteur de 50% de la hausse du prix de l'électricité au-dessus de 160 €/MWh pour la totalité de la période entre 1^{er} octobre 2022 et le 31 mars 2023. Le montant du budget nécessaire pour financer ce paquet de mesures est estimé à 425 M€.

Plafonnement des prix du gaz et de l'électricité en Lituanie

Le gouvernement lituanien inclut dans le projet de loi de finances 2023 de nouvelles mesures pour aider ménages et entreprises face à la crise énergétique. **Le soutien au secteur privé** vient répondre à des appels à l'aide exprimés de longue date par les entreprises.

La **TVA à 0% pour le chauffage urbain** est prolongée de 2 saisons, jusqu'à avril 2024. Le PLF 2023 comprend également des **boucliers tarifaires sur le prix de l'électricité et du gaz**. Pour l'électricité, les ménages seront automatiquement remboursés à 100% du prix de au-dessus de 28 c/kWh au S1 2023, et au-dessus de 33 c/kWh au S2 2023. Pour le gaz, ils seront remboursés à 100% au-dessus de 1,07 €/m³ au S1 2023, et au-dessus de 1,5 €/m³ au S2 2023.

Ce bouclier tarifaire est **partiellement étendu aux entreprises** en ce qui concerne l'électricité : remboursement de 50% du prix au-dessus de 24c/kWh (HT) au T4 2022, et au-dessus de 28 c/kWh (HT) au T1 2023. Le gouvernement prévoit également des crédits d'impôts pour les entreprises dont l'électricité et le gaz représentent au moins 10% des coûts de production. Enfin, le *Seimas* a voté le **report à fin 2025 de la troisième phase de la libéralisation du marché de l'électricité** (400 000 consommateurs concernés).

En République tchèque, plafonnement des prix de l'électricité et du gaz. Allègements fiscaux. Soutiens aux entreprises les plus consommatrices d'énergie, à préciser.

Le **plan de soutien pour les ménages et les entreprises face aux prix élevés de l'énergie** a été précisé ces dernières semaines. Le paquet de mesures annoncé le 22 juin ne sera appliqué que partiellement avec notamment (i) **la suspension maintenue jusqu'au fin 2023 de la taxe pour le financement des énergies renouvelables**, (ii) **la réduction des factures des ménages entre octobre et décembre 2022 pour l'électricité, le gaz et le chauffage urbain (« tarif d'austérité »)**. Le soutien inclut aussi une allocation individuelle ponctuelle de 5000 CZK (200€) par enfant mineur à charge, trois revalorisations des pensions et l'augmentation des allocations logement.

Le gouvernement a institué en septembre un dispositif de **plafonnement des prix de l'électricité et du gaz** pour les consommateurs finaux (ménages, PME, prestataires de service public), dont les conditions d'éligibilité et paramètres de calcul ont été fixés le 5 octobre par décret. Ce plafonnement s'appliquera pour l'ensemble de l'année 2023. **Le prix plafond de l'électricité est de 6,05 CZK/KWh TTC (environ 0,24€), celui du gaz de 3,025 CZK/KWh TTC (environ 0,12 €)**. Outre l'ensemble des ménages et tous les clients des réseaux 220V ou consommant moins de 630MWh de gaz par an, le plafonnement couvre une grande part de la consommation d'énergie des PME connectées aux réseaux HT ou avec une consommation de gaz jusqu'à 4 200 MWh (contre 630 MWh envisagés initialement).

Pour financer cette mesure, dont le coût est estimé à 130MdCZK (5,2Md€), il est créé une **surtaxe sur les revenus exceptionnels des grandes entreprises des secteurs énergétique et bancaire** pour les trois prochaines années ; le gouvernement espère en tirer 100 Md CZK (4 Md€) en 2023 dont 15 Md CZK (0,6 Md€) au titre du prélèvement acté au niveau européen sur les bénéfices des producteurs infra-marginaux d'électricité.

Enfin, le gouvernement a annoncé qu'il préparait un **soutien pour les 8 000 entreprises à forte intensité énergétique ne bénéficiant pas des prix plafonnés** (coût estimé à 30 Md CZK, soit 1,2Md€) dont les modalités doivent être précisées selon les orientations prises au niveau de l'UE en matière d'adaptation du droit des aides d'Etat dans le contexte de la crise énergétique.

Selon le ministre de l'Industrie, **la consommation totale de gaz a baissé de 18%** (en glissement annuel) sur les 8 premiers mois de 2022, la baisse atteignant même 28% en septembre, après correction des effets climatiques. Par ailleurs, au 3 octobre, les réserves de gaz en Tchéquie représentaient 3 Md m³ de gaz (avec une augmentation de 150 M m³ en septembre malgré l'arrêt du gazoduc Nord Stream 1 à la fin du mois d'août), soit un demi-milliard de plus que l'an passé. Les réservoirs sont ainsi remplis à 89%.

Enfin, le gouvernement a approuvé la prolongation de la réduction du droit d'accise sur le diesel de 1,50 CZK/l jusqu'à la fin de l'année 2023, au lieu de fin septembre 2022 prévu initialement. Cette décision est justifiée par les différences de prix importantes du diesel avec certains pays voisins, notamment la Pologne. En République tchèque, **la différence de prix entre le diesel et l'essence s'est accrue ces dernières semaines**, le prix du litre de diesel étant actuellement supérieur de 5 couronnes (20 c€) à celui de l'essence.

Relance du projet d'interconnecteur tchéco-polonais

Les gouvernements tchèques et polonais ont confirmé à la Commission européenne leur intention commune de mettre en œuvre rapidement le **projet Stork II d'interconnexion gazière entre les deux pays**. Dans une lettre conjointe, le ministre tchèque de l'Industrie et la ministre polonaise du Climat et de l'Environnement demandent à la Commission d'autoriser le financement de ce projet dans le cadre de *REPowerEU*. La construction de cette interconnexion gazière marquerait une nouvelle étape vers l'achèvement du corridor de transport de gaz nord-sud européen, tandis que la connexion directe aux terminaux GNL polonais constituera une alternative importante aux liaisons en provenance d'Europe occidentale via l'Allemagne. Selon la partie tchèque, cette nouvelle connexion gazière pourrait être opérationnelle d'ici 2026 à condition que le modèle de financement soit décidé rapidement.

Diversification des bouquets énergétiques, plus verts ?

En **République tchèque**, le gouvernement a simplifié les **procédures d'autorisation pour de petites productions d'énergie renouvelable**, y compris solaire, dans un amendement à la loi sur l'énergie. Pour une puissance installée totale allant jusqu'à 50 kW (contre 10 auparavant), les ménages ou les entreprises n'auront plus à demander de licence ni de permis de construire. En outre, le ministère de l'Industrie et du Commerce a annoncé le lancement des premiers appels à projets pour l'octroi de subventions visant à soutenir les projets de production d'électricité renouvelable, avec pour objectif une production totale de 42 MW d'ici fin 2025.

La Hongrie envisage de revoir sa stratégie énergétique afin de **réduire la part du gaz naturel dans le bouquet énergétique**. Le ministre des Technologies et de l'Industrie indique que le gaz compte pour 45% du mix énergétique hongrois (en prenant en compte son utilisation pour la production électrique et le chauffage urbain). Il souhaite que, d'ici 2050, le gaz soit utilisé uniquement pour pallier l'intermittence des énergies renouvelables et représente moins de 10% du mix. La nouvelle stratégie, pour un investissement de 16 Md€, prévoit de prolonger de 20 ans l'exploitation des deux réacteurs nucléaires de *Paks* et d'augmenter de 25% d'ici 2025 la capacité de la centrale électrique de *Matra*, tout en verdissant ses activités. La capacité solaire devrait atteindre 8 GW d'ici 2025, puis 12 GW d'ici 2028. Pour autant, la production domestique de gaz naturel devrait être portée à 2Md m³, dont une partie sera issue de **gaz de schiste** en provenance de *Makó*.

La Slovaquie veut utiliser ses reliquats de fonds structurels 2014 - 2020 pour soutenir ménages et entreprises

Pour financer le soutien aux ménages et aux entreprises, **la Slovaquie demande l'utilisation des fonds structurels non consommés de la période 2014-2020**. A défaut, selon les déclarations du Premier ministre, elle pourrait recourir à la « nationalisation » de l'électricité produite en Slovaquie et cesser d'exporter dès l'an prochain en dépit des contrats conclus entre *Slovenske elektrarne* et différents traders. A l'appui de sa demande, le PM rappelle que la Slovaquie est un des pays européens les plus industriels et un des pays où la part des dépenses énergétiques des ménages est la plus élevée. A ses yeux, la solution la plus juste serait de taxer les profits des producteurs et des commercialisateurs, puis de répartir ces taxes entre Etats selon la production et la consommation, ou de plafonner les prix au niveau européen. Le projet de nationalisation de l'électricité est un plan B, l'électricité produite ne serait pas livrée aux pays qui l'ont achetée, mais distribuée aux ménages et entreprises en Slovaquie. De son côté, l'énergéticien *Slovenske elektrarne* fait savoir que le rachat de toute la production contractuellement engagée vaut 10Md€ au prix du marché, et que cela mettrait l'entreprise en faillite.

A l'issue de l'ECOFIN du 4 octobre, le ministre slovaque des Finances a annoncé l'accord de la Commission sur **le principe d'un tel recours aux fonds européens non consommés. La Slovaquie est, à ce jour, le seul EM à demander une telle possibilité.** Sur la période 2014-2020, le pays a consommé 10 Md€ des 16,8 Md€ alloués. La Commission est plus réservée sur l'issue de cette demande, rappelant que l'approbation du Parlement et du Conseil européen est requise.

En complément, la Slovaquie envisage un plafonnement des prix

Le 27 septembre, le Parlement a adopté un amendement à la loi sur les énergies et à la loi sur la régulation par lequel **le gouvernement se donne les pleins pouvoirs pour fixer des prix plafonnés en faveur des ménages, tant pour le gaz que pour l'électricité, si leurs prix sont soumis à des hausses exceptionnelles.** Le nouveau ministre de l'Economie M. Hirman rappelle que ces mesures sur l'état d'urgence dans le secteur énergétique et sur l'intérêt économique général ne sont pour l'instant que préventives et considérées comme des mesures extrêmes. Il a aussi rappelé que, jusqu'à présent, il était possible de déclarer l'intérêt économique général pour cause de pannes techniques. Le Premier ministre a déclaré qu'il espérait ne pas recourir à ces mesures, relevant qu'elles permettraient au gouvernement d'aider les ménages et les entreprises et de leur garantir un prix plafonné.

Si le gouvernement ne trouve pas un accord avec *Slovenske elektrarne* sur les prix régulés selon les termes du mémorandum signé en février 2022 (61,21€ / MWh HT jusqu'à 2024), ces derniers devraient considérablement augmenter. En effet, l'Autorité de régulation a amendé à trois reprises la période de référence prise en compte dans le calcul du prix régulé pour l'année 2023. Par ce changement l'Autorité voulait éviter les périodes avec des prix élevés, mais son dernier choix (juillet-septembre 2022, avec des prix jusqu'à 548€ / MWh) va à l'encontre de cet objectif.

Le défi de *Slovnaft* de sortir du pétrole russe

Fin septembre, le directeur général de la raffinerie *Slovnaft* (groupe hongrois MOL) a déclaré que son entreprise voulait **diminuer à moins de 40% le ratio de brut russe utilisé dans sa production.** Une étude est en cours sur la transformation technique à réaliser pour traiter le mix de plusieurs pétroles : changement de tuyauterie, nouvelles pompes et compresseurs, utilisation de métaux compatibles, etc. Le coût de l'opération est évalué à 200M€. Un 1^{er} test de résistance des équipements sera réalisé dans les prochains mois, les investissements indispensables seront faits d'ici fin 2023 et le reste sera mis en œuvre d'ici 2027.

Les négociations avec les **nouveaux fournisseurs potentiels** ont lieu au siège de MOL : **Kazakhstan, Azerbaïdjan, Turkménistan, divers pays du Proche Orient.** Les raffineries hongroises desservant principalement le marché hongrois, le DG de *Slovnaft* est d'avis que l'oléoduc *Adria* depuis la Croatie serve la raffinerie slovaque tandis que l'oléoduc *Druzhba* serve les raffineries hongroises en pétrole russe. Le groupe MOL négocierait avec la Croatie pour supprimer les goulets d'étranglement sur *Adria*. Par ailleurs, *Slovnaft* veut construire de nouveaux réservoirs pour mélanger les différents pétroles et créer des capacités de stockage.

Relativement au projet d'une **taxe extraordinaire sur les marges réalisées grâce au bas prix du brut russe**, le DG rappelle que *Slovnaft* n'a pas augmenté ses prix, toujours 10 à 20c€ moins élevés que dans d'autres pays. Selon lui, sur les 8 premiers mois 2022, *Slovnaft* a vendu pour près de 2Mds de litres de diesel et d'essence en Slovaquie, équivalent à une aide aux ménages de 300M€. Enfin, du fait de la fin programmée des moteurs à combustible fossile, *Slovnaft* se prépare à un investissement de plusieurs centaines M€ pour diversifier sa production : pétrochimie, plastiques chimie. Pour rappel, le ministre de l'Economie a accueilli favorablement la possibilité de **taxer les bénéfices excessifs** issus des combustibles fossiles, qui devrait faciliter la taxation de la raffinerie *Slovnaft* dans le cas slovaque.

Réactions au conseil énergie extraordinaire du 30 septembre

Suite à la réunion extraordinaire du Conseil énergie à Bruxelles le 30 septembre, le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce s'est **félicité que l'UE n'ait pas fait le choix de plafonner les prix du gaz importés**, ce qui aurait mis en danger l'approvisionnement en gaz russe de la Hongrie. Il juge que les mesures adoptées « *n'améliorent pas la situation, mais au moins ne l'aggrave pas* ». La Hongrie ne tolère une restriction de la consommation électrique que sur une base volontaire. Concernant la limitation des revenus des producteurs d'énergie qui n'utilisent pas le gaz naturel, la Hongrie l'applique déjà. La taxation des producteurs d'énergies fossiles est également déjà mise en œuvre (cf. veilles précédentes sur les taxes des superprofits de MOL).

Le **gouvernement hongrois** continue de demander la levée des sanctions qui visent la Russie dans le domaine de l'énergie. Selon lui, elles entraînent l'Europe vers la récession, stimulent l'inflation, et assurent des « *revenus supplémentaires à l'agresseur russe pour financer sa guerre* », à hauteur de 158 Md USD depuis début 2022. Le gouvernement qualifie les Etats-Unis « *d'autre grand gagnant des sanctions* » grâce aux débouchés du **GNL américain** en Europe. Enfin, le prix du gaz naturel n'a pas beaucoup varié aux Etats-Unis depuis 2 ans et reste **6 fois plus bas qu'en Europe**.

Le Premier ministre s'est déclaré confiant dans les capacités de la Hongrie à surmonter la crise énergétique actuelle. Il a assuré que le pays ne manquerait ni de gaz, ni d'électricité cet hiver, si les conditions actuelles ne se dégradaient pas. Il a également tenu à rassurer les investisseurs qui souhaiteraient s'implanter en Hongrie. Il a annoncé la tenue d'une **consultation nationale** sur le modèle de celles engagées précédemment sur l'immigration ou concernant la loi de « *protection de l'enfance* » en réponse à la « *propagande LGBT* ». Cette consultation **sur l'énergie** veut **évaluer l'opinion publique sur les sanctions imposées à la Russie** en réponse à la guerre en Ukraine.

La **Slovaquie est insatisfaite des résultats du Conseil extraordinaire**. Elle s'oppose au projet de taxation au-delà de 180€/MWh pour les centrales électriques utilisant d'autres combustibles que le gaz. Le ministre de l'Economie a fortement critiqué les propositions de la Commission. Lors du Conseil, il a voté contre cette proposition au motif qu'il doutait que 140 Md€ puissent être collectés, mettant en exergue que le principal électricien du pays, *Slovenske elektrarne*, a, d'ores et déjà vendu sa production pour l'année prochaine à un prix inférieur à 100€/MWh.

La **Slovaquie demande une répartition plus juste des recettes fiscales extraordinaires**. Elle considère avoir reçu l'accord de la Commission pour entamer des négociations bilatérales avec les Etats membres auxquels *Slovenske elektrarne* a vendu *in fine* son électricité à 100€/MWh, en vue de **recupérer auprès de ces Etats** (Allemagne, Tchéquie et Hongrie) **les « bénéfices exceptionnels » issus de l'électricité slovaque**.

Après la taxation des surprofits, un plan de soutien pour les entreprises hongroises

Le gouvernement a approuvé un **programme de soutien aux PME énergivores**, pour un montant de 200 Md HUF (474 M€) entre le 1er octobre 2022 et la fin 2023, dont 75 Md HUF (178 M€) pour le T4 2022. 10 000 entreprises seraient concernées. L'Etat couvrira 50% de l'augmentation de leurs factures d'électricité et de gaz. Le gouvernement lance également un programme de soutien aux investissements qui visent à améliorer l'efficacité énergétique. Les PME recevront une subvention maximale de 15% sur leurs propres ressources afin de maintenir leur compétitivité à long terme. En contrepartie, elles sont invitées à garder au moins 90% de leur personnel employé jusqu'à la fin de 2023.

Développement de stratégies pour limiter la consommation énergétique publique en Slovaquie et Hongrie

Le 28 septembre, le **gouvernement slovaque** a approuvé des mesures de diminution de la consommation d'énergie dans l'administration publique. Le but est de parvenir à une **baisse de 15%** entre le 1er octobre 2022 et le 30 avril 2023, par rapport aux mêmes périodes en 2019 et 2020. Proposées par le Ministère de l'Environnement, ces mesures devraient permettre des économies de 148 à 191 M€. Elles incluent : baisse de la température de chauffage ; chauffage réduit la nuit et fins de semaine ; installation de panneaux d'isolation thermique réflecteurs derrière les radiateurs ; non-illumination des bâtiments publics ; campagne d'information du public ; recours au télétravail obligatoire sur certaines périodes (ponts entre les fêtes) ; isolation thermique des infrastructures de chaleur ; installation de vannes de thermorégulation ; généralisation de l'éclairage LED ; audits énergétiques. Pour les bâtiments administratifs **la réalisation de ces mesures d'économie conditionne l'accès aux ressources financières de soutien** face à la hausse des prix des énergies. Le Ministère de l'Environnement recommande de créer une administration interministérielle des bâtiments publics.

En septembre, la Banque centrale a publié une étude sur les risques pour les municipalités face à la hausse des prix de l'énergie. L'étude rappelle que le gouvernement a déjà alloué 30M€ à destination de l'enseignement régional (19 septembre), via les collectivités locales. L'étude montre que **l'efficacité énergétique des municipalités s'améliore**, la part des dépenses énergétiques dans le total de leurs dépenses ayant baissé de 6,7% (2009-2011) à 4,1% (2019-2021). Les villes de plus de 1 000 habitants ont connu une baisse encore plus prononcée. Les dépenses municipales en énergie se répartissent ainsi : éducation (37%), logement et infrastructures civiles (22%), services publics généraux (14%), loisirs - culture - religion (12%).

Les institutions publiques et entreprises détenues par l'Etat **en Hongrie** devront réduire leur consommation de gaz de 25% cet hiver. Pour ce faire, le chauffage des bâtiments publics sera limité à 18°C. Seules les écoles qui accueillent des enfants de moins de 14 ans pourront se maintenir à 20°C. Il est également prévu un régime d'exception pour les établissements de santé, les EHPAD et les crèches. Les vacances scolaires d'hiver sont rallongées du 22/12 au 08/01 afin de réduire la consommation d'énergie des écoles. Celles de la Toussaint sont supprimées.

Soutien spécifique de l'Etat aux collectivités en Hongrie

Lors de l'assemblée générale des **villes hongroises** (MJVSZ), le gouvernement a annoncé qu'il proposerait un partenariat aux municipalités en difficulté pour les aider face à des factures d'énergie qui pourraient être multipliées par 10 ou 20 en 2023 (la plupart des contrats d'énergie à long terme auront expiré). Il n'est pas prévu d'étendre aux collectivités le plafonnement des prix de l'énergie réservé principalement aux consommateurs résidentiels, **l'Etat préfère négocier au cas par cas avec chaque commune**. Il demandera qu'elles réduisent leur consommation, sans pour autant remettre en cause les services publics essentiels. Le gouvernement estime à 135 Md HUF (314 M€) le surcoût de la hausse des prix de l'énergie pour les 25 plus grandes villes. Un député de la majorité *Fidesz-KDNP* est chargé de coordonner les discussions entre conseils locaux et Ministères des Finances, de l'Intérieur ainsi que des Technologies et de l'Industrie.

Le maire de Budapest a déclaré que sa ville ne « *fermerait rien* ». Le plus gros consommateur d'énergie de la ville est le gestionnaire des transports publics, BKV, dont le maire ne souhaite pas restreindre les activités. Il refuse également de réduire l'éclairage public, à l'exception des enseignes décoratives, au poids relativement modeste dans la consommation totale. En réponse aux déclarations du gouvernement le maire de Budapest a déclaré : « *Je ne fais pas confiance à l'Etat pour deux raisons : il n'y a pas de volonté politique et il n'y a pas de fonds* ».

La petite ville de Balassagyarmat (au nord du pays à la frontière slovaque) s'est unie à neuf autres villes ainsi qu'à un arrondissement de Budapest afin de bénéficier de tarifs avantageux dans l'achat de gaz en grande quantité. Le maire de Balassagyarmat a révélé que jusqu'à présent la ville payait 96,7 HUF / m³ (23c€) de gaz. Le nouveau prix proposé par MVM s'élève à 1 610,5 HUF (3,75€) / m³ (hors TVA), soit une multiplication par 16,7. Le surcoût pourrait s'élever à 360 M HUF (838 000 €) pour cette ville de 14 000 habitants. Les communes sont libres de ne pas acheter à ce prix, et de se tourner vers le marché journalier, au risque que les prix soient encore plus élevés.

Disposant de livraisons consolidées en gaz, la Hongrie souhaite toutefois ouvrir les partenariats en Asie centrale

Le Premier ministre a affirmé qu'à la mi-septembre les réserves hongroises de gaz couvraient 41% de la consommation annuelle totale de l'année dernière et 112,3% de la consommation des ménages, pour un remplissage à hauteur de 4,44 Mdm³ (70 % des réserves). **Les réserves actuelles représentent 42,6% de la consommation annuelle moyenne des 5 dernières années**, soit 7,6pp de plus que les 35 % requis par l'UE. Par ailleurs, en vertu de l'accord signé cet été avec Gazprom, la Hongrie a reçu 5,8 Mm³ de gaz supplémentaires par jour en septembre. Cela doit perdurer en octobre. L'approvisionnement par Gazprom via l'Ukraine a toutefois été perturbé, en raison d'un différend juridique, mais les livraisons via la Serbie et l'Autriche ne sont pas affectées.

D'après le quotidien d'opposition Népszava, la Hongrie aurait payé 1 069€ pour 1 000 m³ de gaz en juin, alors que le prix de référence sur la bourse de gaz néerlandaise était de 992€. Le même mois, la Hongrie aurait acheté 385 Mm³ de gaz pour 158 Md HUF (plus de 400M€). Le journal fonde ses estimations sur les chiffres publiés par l'office national des statistiques (KSH), car les détails de l'accord signé avec la Russie l'année dernière sont secrets.

La Hongrie appelle l'UE à accélérer les investissements dans les infrastructures gazières afin d'acheminer le gaz en provenance d'Asie centrale, et notamment d'Azerbaïdjan. Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce souhaite **que les capacités des gazoducs trans-anatolien et trans-adriatique soient augmentées**, et que le corridor gazier sud soit étendu à l'Europe centrale via les Balkans occidentaux. La Hongrie soutient également un projet qui vise à fournir de l'électricité à l'Europe à partir de parcs éoliens *offshore* en Azerbaïdjan.

Ces derniers mois, la Hongrie a davantage misé sur les approvisionnements de gaz russe en provenance du sud (*Turkstream*) qui sont les seuls « *fiables à 100%* » d'après le ministre. La Hongrie reçoit environ 60% de son gaz russe via le sud. Le ministre des Affaires étrangères souhaite une surveillance renforcée du gazoduc *Turkstream* afin d'éviter les incidents qui ont affecté *Nord Stream 1* et 2.

La recherche de fournisseurs de GNL se poursuit

Le 8 septembre, la principale société de gaz slovaque, SPP, a signé un contrat avec la société **ExxonMobil** concernant des livraisons de GNL acheminées depuis l'Italie. La signature s'est réalisée à Rome lors de la visite du Premier ministre slovaque auprès de son homologue italien. Par ce contrat, SPP assure 10% de la capacité des réservoirs slovaques et les fournitures sont prévues pendant le T4 2022 et le T1 2023.

En recherche de partenaires pour la fourniture de GNL, **la République tchèque** a signé le 5 octobre avec le **Qatar** un accord de coopération économique, commerciale et technique renforçant notamment les liens de coopération des deux pays dans le domaine énergétique. Des négociations sont en cours entre ČEZ et Qatar Energy.

Autres secteurs

Les entrepreneurs estoniens lancent une plateforme pour financer la reconstruction des habitations en Ukraine

Soutenus par le gouvernement, les entrepreneurs estoniens ont lancé une plateforme <https://restoreukraine.net/> afin de lever des fonds pour reconstruire des logements en Ukraine avant l'hiver. Si l'Estonie affirme soutenir une réponse coordonnée à l'échelle de l'UE pour reconstruire les établissements publics (crèches, écoles, hôpitaux, ponts, etc.), le pays ne souhaite pas attendre pour la reconstruction des logements. De même, un consortium d'entreprises appuyé par le gouvernement estonien se positionne déjà sur plusieurs projets publics, en particulier dans la région de Zhytomyr.

Premières mesures de revalorisation des contrats de travaux publics pour lutter contre le report des projets

En Slovaquie, le ministère des Transports a mis à jour fin septembre les instructions méthodologiques qui permettent aux constructeurs de demander une **revalorisation des contrats de travaux publics du fait de la hausse des prix des matériaux de construction**. Une première version avait été publiée avant l'été, la nouvelle résulte de la coopération entre les experts de l'Institut pour la politique de transport, l'Office du gouvernement, l'Office des statistiques, l'unité rapport coût / efficacité du Ministère des Finances ainsi que des professionnels de l'Association des entrepreneurs dans la construction. Le calcul est basé sur les données de l'Office des statistiques relatives aux matériaux de construction. Selon le ministre des Transports, la nouvelle version répond mieux aux évolutions des prix des matériaux les plus utilisés. Les constructeurs ont à leur disposition une formule automatique sur le site du ministère pour les contrats en cours et à venir : <https://www.mindop.sk/ministerstvo-1/doprava-3/institut-dopravnej-politiky/indexacne-vzorce>

En Hongrie, faute de dispositif adapté, **270 projets d'Etat, d'un montant total de 2 100 Md HUF (4,9 Md€), vont être suspendus** en raison de l'épuisement des ressources du Ministère de la Construction et de l'Investissement. Ils seront replanifiés en 2025 ou 2026. Les projets en cours ne sont pas interrompus, mais une hausse des coûts de 15 à 20% doit être anticipée, ce qui sous-tend des ressources supplémentaires de l'ordre de 750 Md HUF (1,8 Md€). La hausse des prix de l'énergie pèse très lourdement sur les finances publiques, et requiert 1 000 Md HUF (2,3 Md€) pour la seule année 2022. De plus, cinq entreprises publiques vont être fermées prochainement, notamment la NIF (développeur des infrastructures) et la NFP (responsable des investissements dans l'eau potable et les eaux usées). Le Ministère de la Construction et de l'Investissement devrait reprendre les responsabilités de ces entreprises dès le 1^{er} janvier.

L'énergie pèse sur la santé des entreprises

En Hongrie, d'après un sondage de *ManpowerGroup* conduit auprès de 500 employeurs, **26% des entreprises prévoient de réduire leurs effectifs au cours du T4 2022** en raison de la hausse des prix de l'énergie. La moitié n'envisage toutefois pas de modifier leur masse salariale, et 20% pourraient embaucher. Pour la première fois depuis la pandémie, la réduction des effectifs est susceptible de dépasser les nouvelles embauches. Ce sont surtout les entreprises situées à Budapest et à l'Ouest du pays qui seront les plus susceptibles de réduire leurs effectifs.

Autres faits saillants

Pologne

Nominations

Le 8 septembre Paweł Mirowski, vice-président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau a été nommé plénipotentiaire du gouvernement en charge du programme « Air Pur » et de l'efficacité énergétique des bâtiments.

Energie

- Gaz et pétrole

Le 27 septembre les premiers ministres de la Pologne et du Danemark, en présence du président Andrzej Duda, ont officiellement mis en service le gazoduc Baltic Pipe. Le gaz provenant des gisements norvégiens a commencé à être transporté le 1^{er} octobre. Le gazoduc est actuellement utilisé à ¼ de sa capacité et atteindra sa pleine capacité sous quelques mois.

Environnement

Le 29 septembre la **Commission a demandé à la Pologne de lever les obstacles à l'accès à la justice en ce qui concerne les plans relatifs à la qualité de l'air** au titre de la directive sur la qualité de l'air ambiant (directive 2008/50/CE). Les organisations de défense de l'environnement et les personnes physiques ou morales en Pologne ne sont toujours pas autorisées à remettre en cause le contenu d'un plan relatif à la qualité de l'air ni à exiger des pouvoirs publics qu'ils établissent des plans relatifs à la qualité de l'air comme le prévoit la directive.

De plus, la CE a envoyé une lettre de **mise en demeure à la Pologne** (mais aussi à la Bulgarie, l'Irlande la Roumanie) **pour défaut de notification de sa stratégie nationale à long terme au titre du règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat** qui est essentielle pour contribuer à la transformation économique nécessaire et aux objectifs généraux de développement durable, ainsi qu'à la réalisation des objectifs climatiques à long terme fixés par l'accord de Paris.

- déchets

Jacek Ozdoba, vice-ministre du climat et de l'environnement en charge de la gestion des déchets a informé que **le projet de loi concernant la mise en place du système de consigne** sera soumis à la diète au mois d'octobre. Il a précisé que la surface des magasins où ce système serait obligatoire fait actuellement l'objet des discussions (pour rappel : conformément au projet tous les magasins d'une surface supérieure à 100 m² seraient obligés de récupérer les emballages vides et les déchets d'emballages couverts par le système et à rembourser la caution).

- qualité de l'air

Suite à la pénurie de houille sur le marché, le gouvernement a enlevé jusqu'au 30 avril 2023 l'interdiction d'acheter du lignite et de brûler du lignite par les ménages. Pour rappel, l'interdiction mise en place en juin 2020 était l'une des mesures visant à améliorer la qualité de l'air en Pologne.

- Eau

Dans les mois à venir le gouvernement envisage d'adopter le Programme national de la lutte contre la pénurie d'eau pour les années 2021 – 2027 à l'horizon 2030 (PPNW). Il est à noter que statistiquement, un Polonais dispose de 1.600 m³/ an d'eau, soit trois fois moins que la moyenne

dans l'Union européenne. **La Pologne figure actuellement parmi les pays européens les plus exposés à un déficit en eau et à la sécheresse.** Seulement 7,5 % de l'eau de ruissellement annuel moyen est retenue. Le PPNW envisage d'augmenter ce taux à 15%. Le coût de la mise en place du Programme est estimé à 8,5 Md€.

- Électromobilité

Selon les données de l'Association Polonaise des Carburants Alternatifs de fin août, en Pologne on compte au total 54 331 véhicules électriques particuliers et utilitaires. Dans la période janvier-août 2022 le nombre d'immatriculations des voitures électriques a augmenté de 91,2% en g.a. et atteint 8 212 unités.

Infrastructures de transport

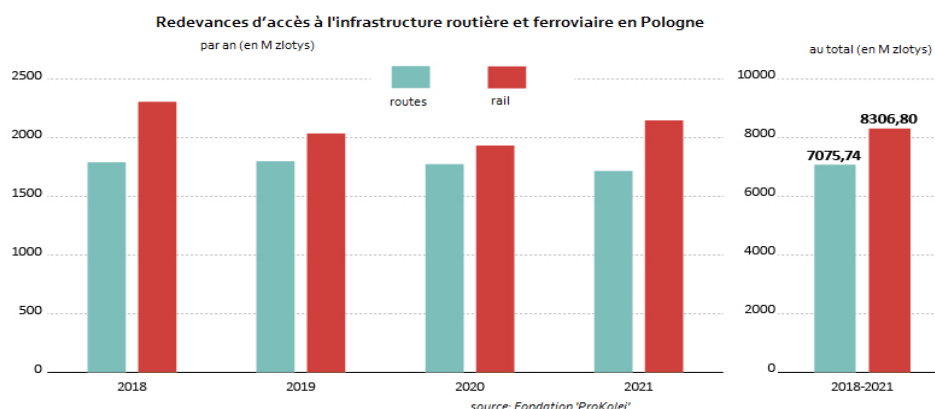
La réalisation du Port Multimodal Central (CPK) se poursuit. Mi-septembre, CPK a signé un accord avec les entrepreneurs qui réaliseront les études technico-économico-environnementales pour les sections ferroviaires restantes. Après un premier appel d'offres portant sur un groupe d'installations dont une tour de contrôle du trafic aérien, un second appel d'offres a été lancé début octobre sur la conception d'un groupe d'installations connexes à l'aéroport comprenant parkings, bureaux et hôtels.

Fin septembre, **CPK a présenté le plan général de l'aéroport** à Baranow, qui devrait desservir plus de 60 millions de passagers par an en 2060. Dans un premier temps, le plan prévoit la construction de deux pistes, et une troisième dès 2044 (au lieu des quatre annoncées). Les travaux de construction doivent commencer à la fin de l'année prochaine. L'aéroport devrait être prêt fin 2027/début 2028, pour une première année de pleine exploitation en 2029. Le plan directeur de l'aéroport prévoit son extension à terme à 3 900 ha en 2060. Début octobre, CPK a déposé la demande de décision environnementale pour le projet.

Le 2 octobre, la loi sur l'amélioration du processus d'investissement du CPK est entrée en vigueur, ce qui lance **le processus d'incorporation de la société Ports Aériens Polonais (PPL) dans le groupe CPK**. Le 2 octobre, la loi sur l'amélioration du processus d'investissement du CPK est entrée en vigueur, ce qui lance le processus d'incorporation de la société Ports Aériens Polonais (PPL) dans le groupe CPK.

La première étape de la construction du passage de la Presqu'île de Vistule (Mierzeja Wisłana), c'est-à-dire la construction d'un canal permettant aux navires d'entrer dans la Lagune de la Vistule depuis la baie de Gdansk sans passer par les eaux territoriales russes, a été achevée. Il facilitera également l'accès au port d'Elbląg. Le canal de navigation a été officiellement ouvert le 17 septembre ; les prochaines étapes de construction consisteront à approfondir la lagune de la Vistule et la rivière Elbląg et à relier le canal au port d'Elbląg.

Transports



En Pologne, le transport routier reste prédominant dans le secteur de transport de marchandises et sa part augmente régulièrement au détriment du rail. Cela est principalement lié aux conditions de concurrence inégales : les différences de coûts d'accès aux infrastructures sont défavorables au transport ferroviaire. Les données pour la période 2018 – 2020 montrent que les taxes d'accès à l'infrastructure payées par les opérateurs ferroviaires étaient d'entre 10 et 30% plus élevées que celles payées par les opérateurs routiers (cf. graphe).

- Ferroviaire

Au cours des trois premiers trimestres 2022 l'opérateur ferroviaire de passagers PKP Intercity a établi un nouveau record historique de 43,5 M de passagers, soit de 6,5 M de passagers de plus par rapport au dernier record noté en 2019. Le nombre total de passagers en 2022 est estimé à plus de 50 M.

Hongrie

Nominations

L'ancien PDG de la compagnie ferroviaire nationale MÁV entre 2018 et 2022, Róbert Homolya, a pris la direction de la filiale hongroise du groupe ferroviaire suisse Stadler, qui était dirigée depuis 15 ans par Zoltán Dunai.

L'actuel PDG de MÁV, Zoltan Pafferi, a été nommé membre du conseil d'administration de la Communauté européenne du rail (CER).

Energie

- Electricité

Cet été la consommation d'électricité n'a pas atteint les pics de consommation constatés l'année dernière (6 802 MW le 30 juin 2022 contre 6 940 MW le 23 juin 2021). Par ailleurs, la consommation totale d'électricité a diminué de 5 % en g.a au cours des mois de juillet et août. Plusieurs facteurs sont en cause : - des vagues de chaleur moins intenses et moins longues cette année que l'année dernière ; - l'annonce fin juillet de la limitation du plafonnement des prix de l'énergie pour les gros consommateurs de gaz et d'électricité.

Le maire de Budapest, Gergely Karácsony, accuse la société publique MVM de « profiter » des collectivités locales en achetant l'électricité à 12 HUF/kWh (2,8 cts €) auprès de la centrale nucléaire de Paks, pour la revendre 38 fois plus cher aux collectivités. Selon le maire, si les niveaux de prix restaient identiques l'année prochaine, le coût supplémentaire de l'électricité nécessaire aux transports publics à Budapest dépasserait le revenu total de la taxe professionnelle perçu par la municipalité. Cette année, la hausse des prix de l'électricité coûte 200 Md HUF (472 M€) supplémentaires à la commune.

En parallèle de cette déclaration, MVM a annoncé une perte de 81 Md HUF (191,2 M€) sur le premier semestre de cette année, contre un profit de 28,3 Md HUF au S1 2021 (79 M€ au taux de change moyen annuel). Si les revenus de MVM ont progressé de 124 % pour atteindre 2 429,4 Md HUF (5,7 Md€), les coûts d'exploitation ont progressé de 151 %, pour atteindre 2 596 Md HUF (6,1 Md€).

- Gaz

La Croatie prévoit d'interdire l'exportation de gaz naturel produit localement, y compris celui extrait par INA, la société énergétique détenue majoritairement par MOL. Le ministre croate de l'économie, Davor Filipović, a prévenu les représentants de MOL que les 703 M m³ extraits par INA en Croatie en 2022 devaient bénéficier aux services publics croates, à un prix acceptable.

Un scandale a éclaté au sein d'INA, la filiale croate du groupe hongrois MOL, en raison de suspicion d'abus dans les contrats de gaz naturel chez 5 employés, pour un préjudice de 1 Md HRK (132,8 M€) MOL a déclaré souhaiter coopérer avec la justice. Le gouvernement croate a vivement réagi à ce scandale, réclamant des changements dans la gouvernance d'INA, le Conseil d'Administration, y compris du personnel hongrois. Le président hongrois d'INA, Sándor Fasimon, a présenté sa démission début septembre, et ce « malgré aucune implication personnelle dans aucune des pratiques illicites qui ont récemment fait surface autour d'INA » d'après le communiqué du groupe. M. Fasimon a déclaré se sentir « moralement responsable de toutes les activités de la société ». Il a continué à assurer la direction de l'entreprise dans l'attente de la nomination de son successeur. Les administrateurs hongrois de MOL Ferenc Horváth et József ont également démissionné, accompagnés des administrateurs de l'Etat croate Niko Dalić, Darko Markotić et Barbara Dorić. Fin septembre, le Conseil d'Administration d'INA a été renouvelé, avec pour nouveau Président directeur des opérations de MOL le hongrois Péter Ratatics. MOL a également nommé Borislav Gas et Krisztián Pulay au conseil d'administration, et le gouvernement croate a nommé Miroslav Skalicki, Hrvoje Šimović et Marin Zovko. Le Premier ministre croate, Andrej Plenković, souhaite poursuivre les discussions avec MOL et le gouvernement hongrois pour définir un nouveau cadre de gouvernance de l'entreprise. Il a notamment déclaré à l'adresse des hongrois « INA est notre entreprise, elle est ici en Croatie, et elle est importante pour nous dans la crise énergétique ». Pour mémoire, le gouvernement croate et la Hongrie sont en conflit concernant la vente d'une participation majoritaire d'INA à MOL en 2009, et de nombreuses procédures juridiques et arbitrales ont eu lieu depuis. La Croatie souhaite racheter les 49% que MOL détient dans INA et qui lui confèrent le contrôle du groupe, mais aucun accord n'a été trouvé à ce jour.

MVM CEEnergy a créé une co-entreprise avec l'entreprise américaine Aspect Holdings pour l'exploration, le développement et la production d'un important gisement de gaz naturel dans le comté de Békés. Le forage du premier puits à Nyékpusztá est terminé, et le test pour la production ultérieure est positif d'un point de vue technique et géologique.

Le régulateur de l'énergie MEKH a fixé fin août les prix du gaz appliqués aux entreprises de chauffage urbain, alors que les prix du gaz sur la bourse de gaz néerlandaise TTF d'établissaient à 339 €/MWh (contre 20 €/MWh l'année dernière et 150 €/MWh début juillet). Les entreprises du secteur pourraient faire face à des factures de gaz de 962 Mds HUF (2,2 Md€), contre un chiffre d'affaires sectoriel de 120 Md HUF en 2021 (334,7 M€ au taux de change moyen annuel). Dans la mesure où les prix appliqués aux consommateurs résidentiels sont plafonnés (à l'exception des gros consommateurs depuis août), les pertes du secteur pourraient être massives. Le gouvernement a prévu une subvention de 11 Md HUF (25,6 M€) cette année pour venir en aide au secteur.

Les subventions énergétiques allouées via le plafonnement des prix pour les ménages atteignent 30% du revenu mensuel moyen des ménages d'après le gouvernement, contre 20% en Allemagne et 6% en Autriche.

Volkswagen pourrait quitter la région si la pénurie de GNL devait se poursuivre après cet hiver. En Hongrie, ce serait l'usine Audi de Győr qui serait impactée.

- *Energies fossiles*

Le plafonnement des prix de l'essence et du diesel à 480 HUF (1,12 € au taux de change actuel) pour les propriétaires particuliers de véhicules immatriculés en Hongrie est prolongé jusqu'au 31 décembre 2022.

La première phase des travaux de la raffinerie MOL de Százhalombatta s'est achevée le 18 septembre, et la production a pu reprendre normalement. Le coût de la maintenance est estimé à 8 Md HUF (18,6 M€), et a impliqué 140 employés pendant deux mois. Il s'agissait de la maintenance industrielle la plus complexe de l'histoire de MOL. Initialement prévue en avril, elle

a été reportée suite au déclenchement de la guerre en Ukraine et au plafonnement des prix de l'essence. Une deuxième phase de maintenance est prévue entre le 9 octobre et le 10 novembre.

Fin août, **le syndicat des stations-service indépendantes annonçait n'avoir toujours pas reçu la subvention financière due** de 20 HUF (4,7 cts €) / litre de carburant vendu promise par le gouvernement en mars. Dans le même temps, MOL a annoncé aux stations indépendantes qu'elle réduirait davantage leur approvisionnement, ce qui pose, selon elles, la question d'un traitement inégalitaire des clients de la société annonciatrice.

Tout au long du mois de septembre, **la filiale hongroise du groupe autrichien OMV a rencontré des difficultés d'approvisionnement en carburant**, et a dû fermer des stations-service. En raison de l'arrêt de la raffinerie de Schwechat en Autriche (cf. veilles précédentes), OMV Hungária a dû s'approvisionner sur le marché libre et notamment auprès de MOL, alors que les prix de vente aux consommateurs particuliers hongrois sont plafonnés aux plus bas niveaux européens. Malgré une demande soutenue, MOL n'a pas été en mesure d'augmenter ses livraisons à OMV. OMV n'a pas pu compter non plus sur les approvisionnements via le Danube, dont le niveau est inhabituellement bas.

La centrale au lignite de Mátrai Erőmű a inopinément cessé de fonctionner fin septembre. Sa production est passée de 950 MW habituellement à 500 MW puis 0 en l'espace de trois jours. Aucune raison n'a été donnée sur les circonstances de cette cessation. En raison de la mise à l'arrêt d'un réacteur de la centrale nucléaire de Paks, pour cause de travaux, et d'une production d'énergie solaire réduite, la Hongrie a momentanément importé 40% de sa consommation d'électricité, soit un niveau record. La centrale de Mátrai représentait 16% de la production électrique en 2008, contre 7 % aujourd'hui. Elle représente la moitié des émissions de CO₂ du secteur énergétique, et 14 % des émissions totales hongroises. Le gouvernement a déclaré à son sujet que la production d'électricité à base de charbon perdurerait jusqu'en 2029, mais que des investissements verts étaient en cours.

Le gouvernement va lancer un « programme de charbon » et **relèvera la limite d'exploitation à ciel ouvert de 50 000 t à 280 000 t de lignite**. L'Etat disposera d'un droit de préemption sur le lignite produit.

- Nucléaire

Lors d'une Assemblée de l'AIEA à Vienne, le ministre des Affaires étrangères a rappelé que la Hongrie ne soutiendrait aucune mesure qui mettrait directement ou indirectement en danger le projet d'extension de la centrale nucléaire de Paks (Paks II). La Hongrie verrait toute mesure de l'UE en ce sens comme une « attaque contre la souveraineté hongroise ». Au-delà de la fabrication des réacteurs par Rosatom, il a mis en avant l'appui d'entreprises américaines et françaises dans le projet Paks II. Ce dernier permettrait d'éviter l'émission de 70 M de t de CO₂ par an. Le Ministre a par ailleurs annoncé avoir déposé une demande auprès des institutions de l'UE pour la prolongation des quatre réacteurs en service de Paks.

Le Secrétaire d'Etat chargé de la mise en œuvre du projet Paks II, János Süli, a démissionné auprès de son ministre de tutelle, Péter Szijjártó, en charge des Affaires étrangères et du commerce. M.Süli était jusqu'en avril ministre de plein exercice. Péter Szijjártó et János Lázár ont publiquement critiqué les retards accumulés par le projet Paks II.

Cinq membres du Conseil d'Administration de la société Paks II ont été licenciés en raison du retard pris par le projet Paks II. Le Conseil est désormais constitué de trois membres : Gergely Jáklí (PDG), Tamás Fellegi et Dániel Mendelényi.

Rosatom envisage désormais de lancer la construction effective des deux nouveaux réacteurs de Paks à l'automne 2023 d'après son PDG, Alexeï Likhachev. Ce dernier a déclaré que Rosatom s'efforçait d'utiliser autant que possible des fournisseurs locaux en Hongrie.

- ENR

Lors d'une discussion avec le commissaire européen Frans Timmermans, le ministre hongrois des Technologies et de l'Industrie, László Palkovics, a de nouveau réaffirmé l'intérêt de la Hongrie pour la géothermie et l'éolien, à contre-courant de la politique énergétique de ces dernières années. Le ministre a par ailleurs informé le commissaire du projet de refonte complète du réseau électrique hongrois, pour 16 Mds EUR, dont une partie sera financée par le plan de relance (PNRR), qui n'est toujours pas validé par la Commission européenne. La Hongrie souhaiterait également miser davantage sur le biogaz. Elle produit actuellement 80 M m³ de biogaz, mais pourrait produire 1,5 Md m³ selon le ministre.

La deuxième phase du programme de soutien à l'installation de panneaux solaires pour les particuliers a été avancée du printemps 2023 à novembre 2022. Cette accélération du calendrier provient de la hausse de la demande de panneaux solaires pour les particuliers suite à la fin du plafonnement des prix de l'électricité pour les gros consommateurs. 43 000 demandes de subvention ont été déposées au cours de la première phase, dont 22 000 ont déjà été approuvées.

La production d'électricité issue de panneaux solaires a progressé de 22 % en glissement annuel au cours du premier semestre 2022. **L'énergie solaire représente 75 % de toute l'énergie renouvelable produite en Hongrie** et 22 % de toute l'énergie produite au premier semestre. Le ministre des Technologies et de l'Industrie estime que la capacité de production solaire de la Hongrie pourrait atteindre 8 GW d'ici 2025 et 12 GW d'ici 2028. Il a souligné que la production solaire avait augmenté plus vite que prévu, ce qui n'est pas sans poser des questions quant à la mise à niveau du réseau électrique. Le ministre a reconnu l'existence de « débats » au sein du gouvernement sur l'énergie éolienne, et a ajouté que l'un des avantages du vent est qu'il nécessite moins d'espace que le solaire. Une seule turbine peut générer 4 MW d'électricité, alors que six hectares de panneaux solaires sont nécessaires pour évaluer ce volume.

Le ministère hongrois des Technologies et de l'Industrie a annoncé qu'il allait acquérir et installer 400 chaudières à conteneurs alimentées par la biomasse dans les écoles, les jardins d'enfants et les maisons de retraite cet hiver.

- Electro-mobilité

Le nombre de véhicules électriques ou hybrides, identifiés en Hongrie par une plaque d'immatriculation verte, a nettement augmenté en un an. Il est passé de 28 000 en janvier 2021 à 56 666 fin août 2022. Le volume d'électricité fourni aux véhicules électriques depuis les bornes publiques de recharge a augmenté de 130 % en g.a. au premier trimestre 2022, pour atteindre 4,2 GWh. Sur la même période, le nombre de recharges a augmenté de 136 % (passant de 159 000 à 375 700). La Hongrie comptait 1 912 bornes fin avril, soit une hausse de 29 % en un an.

CATL a officiellement signé le contrat d'achat du terrain de 221 ha proche de Debrecen qui accueillera l'usine de batteries électriques d'ici 2025 pour un montant de 7,3 Md€. L'événement a fait l'objet d'une cérémonie en présence du ministre des affaires étrangères qui s'est félicité de l'accueil du plus grand projet greenfield en Hongrie. La Hongrie sera la troisième base mondiale de CATL après la Chine et l'Allemagne. Le gouvernement révélera le montant de l'aide accordée une fois le processus de notification à l'UE sera terminé. La Hongrie se voit comme le troisième producteur mondial de batteries de véhicules électriques, après la Chine et l'Allemagne, et comme le futur leader européen en matière de véhicules autonomes d'ici la prochaine décennie.

Halms Hungary, filiale de la société chinoise Huashou, va investir 43 M€ dans la construction d'une nouvelle usine de pièces détachées pour voitures électriques à Debrecen. Le projet, soutenu par l'Etat hongrois à hauteur de 1,5 Md HUF (3,6 M€), créera 300 emplois d'ici la fin de l'année. Il s'agira de la troisième implantation chinoise dans le parc industriel sud de Debrecen.

Halms Hungary louera l'usine au groupe chinois Xanga, impliqué de longue date dans la base logistique de Debrecen.

La société chinoise NIO a commencé la construction d'une station d'échange de batteries (BSS) à Biatorbágy, dans le comté de Pest. Une telle station désigne un lieu où tout véhicule électrique peut faire remplacer sa batterie déchargée ou partiellement chargée par une batterie chargée. L'usine produira annuellement 240 stations d'échange, à la fois pour la Chine et le reste du monde. L'investissement a coûté 5,6 Md HUF (13,4 M€), dont 1,7 Md (4,08 M€) issus d'une subvention de l'Etat. Lors de l'inauguration de la construction, le secrétaire d'Etat du ministère des Affaires étrangères et du Commerce, a rappelé que si 70 % des investissements en Hongrie provenaient d'Occident il y a encore dix ans, ce sont désormais les investissements orientaux qui atteignent cette proportion aujourd'hui.

Environnement

Lors de l'AGNU, le ministre des affaires étrangères a déclaré que le gouvernement hongrois soutenait le principe selon lequel les pollueurs des rivières transfrontalières devraient être obligés de payer pour les dommages qu'ils causent. Cette application du « pollueur payeur » rend nécessaire une coordination internationale. Si la Hongrie ne dispose pas de hautes montagnes, elle subit néanmoins un impact de la part des pays voisins, via les cours d'eau, et souhaite donc une gestion intégrée de ces questions. 95 % des cours d'eau en Hongrie prennent leur source à l'étranger. La Hongrie soutient activement le 2030 Water Resources Group (2030 WRG) de la Banque mondiale à hauteur de 3 M USD, et appelle l'ONU à créer un poste de rapporteur spécial pour la gestion de l'eau.

Le ministre des affaires étrangères a mis en garde contre une approche politique ou idéologique de la question de la protection de la nature. Il souhaite qu'aucun parti politique ou mouvement politique ne puisse monopoliser cette question. Il s'est dit fier de représenter le pays qui a été le premier Etat membre de l'Union européenne à ratifier l'accord de Paris et le septième au monde à adopter le principe de neutralité climatique dans la loi. La Hongrie vise à réduire ses émissions de CO₂ de 40% d'ici 2030. En matière énergétique, elle soutient la combinaison solaire et nucléaire qui peut « garantir l'indépendance énergétique d'un pays et le protéger de la volatilité irrationnelle des prix sur le marché international de l'énergie ».

Le ministre des Technologies et de l'Industrie a déclaré que la Hongrie enregistrait de bons résultats en matière de réduction des émissions de CO₂, le pays étant classé 13^{ème} sur 32 pays. La Hongrie a réduit ses émissions de carbone de 34% depuis 1990, grâce à la décarbonation du secteur de l'énergie.

En Hongrie Le Secrétaire d'Etat chargé des affaires forestières et foncières, Péter Zambó, a défendu la politique du gouvernement en matière forestière et soutient que la décision de réduire les formalités administratives pour la production de bois de chauffage ne freine pas le contrôle des autorités sur le processus, contrairement au « tableau apocalyptique » qu'en dresse l'opposition. Le gouvernement va plafonner les prix du bois de chauffage et le rendra disponible à l'achat dans les exploitations forestières, qui pourront fournir 10 m³ de bois aux clients particuliers.

Infrastructure

- routier

Le groupe français Colas et He-Do ont remporté un appel d'offres pour la construction de routes à Bátorjénny au nord-est de Budapest pour 14,2 Md HUF (33,2 M€). Le projet consiste à construire une route de contournement autour de la ville d'ici début 2024.

- Urbain

D'après le centre de recherche sur la corruption de Budapest, les entreprises détenues par Lőrinc Mészáros seraient en mesure de remporter des appels d'offres, même lorsque les prix proposés sont supérieurs à la valeur estimée du projet. D'après les propres calculs de l'organisation, entre 2011 et 2021, les « sociétés Mészáros » ont remporté des marchés publics pour un prix moyen supérieur de 5,1 % à la valeur estimée. Sur la même période, les offres des concurrents auraient été 4,1 % moins chères. En 2017 et 2018, le « supplément Mészáros » aurait été de 11,3 % par rapport au prix estimé. Entre 2016 et 2021, les entreprises de Mészáros ont remporté 32,8 % des appels d'offres ordinaires et 30,9 % des marchés publics financés par l'UE dans le cadre d'appels d'offres avec pré-sélection.

Le conseil municipal de Budapest a voté à l'unanimité la création d'une coentreprise à parts égales entre la société de travaux publics BKM (Budapesti Közművek) et MOL pour gérer l'enlèvement des déchets dans la capitale. BKM collecte environ 650 000 tonnes de déchets par an à Budapest. Le cadre juridique de la gestion des déchets va changer à partir du 1er juillet 2023, MOL a remporté la concession nationale de gestion des déchets pour 35 ans.

Transport

- aérien

L'aéroport de Budapest a investi 5,3 Md HUF (12,4 M€) dans des projets d'infrastructures et environnementaux au cours du premier semestre de l'année, ce qui porte le total des investissements depuis 4 ans à 80 Md HUF (187 M€). L'exploitant de l'aéroport a par ailleurs annoncé l'ouverture de son « Universal Airport Hub » dans le centre de Budapest, à Kálvin tér, pour désengorger l'enregistrement des passagers à l'aéroport.

Le nombre de passagers de l'aéroport de Budapest a atteint 1,3 M en août, il s'agit du troisième mois consécutif où il a dépassé les 80 % du niveau de 2019. Plus de 3,8 M de passagers ont transité à Budapest cet été, ce qui est presque autant que durant toute l'année 2020. Le volume de fret a atteint 15 375 t en août, soit une baisse de 2% en g.a.

Ryanair ne prévoit pas de fermer sa base aérienne de Budapest, contrairement à ce qui avait été pressenti durant l'été, mais va supprimer huit liaisons aériennes (cf. veille de septembre pour les détails), et réduira le nombre de passagers transportés annuellement au départ ou à destination de Budapest de 4,5 M à 4 M. Une polémique a éclaté cet été entre le gouvernement et le PDG de Ryanair, Michael O'Leary au sujet de la taxe sur les surprofits appliqué au secteur aérien. Une procédure est en cours au sujet de l'amende de 300 M HUF infligée à Ryanair en août pour « pratiques commerciales déloyales ». Ryanair s'attend à perdre le procès en Hongrie, mais à gagner devant les juridictions européennes de haut niveau.

Wizz Air est entré en négociations avec Airbus pour l'achat de 75 A321 neo, qui pourraient lui être livrés en 2028 ou 2029. Wizz Air souhaite disposer d'une flotte de 500 avions d'ici la fin de la décennie, contre 165 actuellement, et réduire ses émissions de CO₂ de 25% d'ici 2030.

L'aéroport de Budapest a remporté le titre de Hub de fret de l'année lors des Air Cargo News Awards 2022 à Londres. Ce prix est une récompense prestigieuse pour l'aéroport, et un succès pour son centre de fret BUD Cargo City, ouvert en 2020 pour 50 M€. L'aéroport a pour objectif d'en faire un centre de distribution pour toute la région d'Europe centrale et orientale. BUD Cargo City est actuellement en travaux pour être agrandi.

Le ministère de la Technologie et de l'Industrie a infligé une amende de 5 M HUF (11 650 €) à la société d'assistance en escale Menzies suite au défaut de prise en charge de 195 passagers en provenance de Tel Aviv en juin dernier. L'avion est arrivé en soirée avec un retard important, et la société Menzies a renvoyé chez eux ses salariés chargés de décharger les bagages en soute. Certains passagers ont dû passer la nuit à l'aéroport sans assistance.

Le ministère a infligé une autre amende de 10 M HUF (23 300 €) à l'aéroport de Budapest car, ce même jour, 21 vols ont atterri ou décollé entre minuit et 5 heures du matin, ce qui n'est pas autorisé.

- ferroviaire

Les gouvernements hongrois et allemand ont mis en place un groupe de travail pour renforcer leur coopération dans les transports. En marge du grand salon ferroviaire mondial Innotrans qui se tient à Berlin, Dávid Vitézy a rencontré le ministre fédéral allemand des transports, Volker Wissing. M. Vitézy souhaite qu'une coopération plus étroite avec l'Allemagne permette l'activation du plan hongrois de mise en service de trains à moteur à hydrogène sur des lignes ferroviaires non électrifiées. Il s'est entretenu avec les PDG de Knorr-Bremse et Siemens et a salué l'accord stratégique conclu par Magyar Vagon avec Siemens sur la modernisation des technologies de transport ferroviaire.

Le ministère des Technologies et de l'Industrie a proposé de réduire de 40 % les frais de péage ferroviaires perçus par les propriétaires des infrastructures, la MÁV et Gysev. Ces derniers perçoivent des redevances auprès des exploitants ferroviaires pour l'entretien du réseau, réparties en deux catégories : une redevance de base et une redevance supplémentaire, dont les montants s'élevaient respectivement à 14 Md HUF et 9 Md HUF en 2021 (39 M€ et 25,1 M€ au taux de change moyen annuel). Le ministère propose de supprimer la redevance supplémentaire, au moins temporairement, afin que les opérateurs ferroviaires hongrois du secteur du fret soient plus compétitifs, à la fois par rapport aux transporteurs routiers et aux chemins de fer d'autres pays. Le fret ferroviaire subit en effet heurté de manière frontale la hausse des prix de traction suite au relèvement des tarifs de l'électricité. Le gouvernement espère ainsi accroître le trafic ferroviaire, et donc le montant de la redevance principale perçue par les propriétaires, afin de limiter leur manque à gagner.

- fluvial

Le nombre de passagers de bateaux exploités par Balatoni Hajozasi (BAHART) sur le lac Balaton a augmenté de 10% en glissement annuel sur la période janvier-août pour atteindre 1,8 M, avec une hausse significative de 20% pour les croisières de plaisance.

- routier

Le stationnement à Budapest a été réorganisé depuis début septembre, la ville est désormais découpée en 4 zones tarifaires, contre 17 précédemment. Les prix appliqués en journée aux non-résidents sont les suivants :

Zone	Prix horaire	Heures de journée
A	600 HUF – 1,40 €	8h-22h
B	450 HUF – 1,05 €	8h-20h
C	300 HUF – 0,70 €	8h-18h
D	200 HUF – 0,47 €	8h-18h

Dans les zones A, B et C, le temps maximal de stationnement sera de trois heures, et sans limite dans la zone D.

Le prix des abonnements annuels pour emprunter les autoroutes hongroises augmentera moins vite que l'inflation en 2023, mais il en ira différemment des abonnements de courte période, destinés aux touristes. L'abonnement annuel pour les voitures va augmenter de 5% (de 46 850 HUF à 49 190 HUF, soit de 112 à 118 €). Celui de dix jours passant de 3 820 HUF (9 €) à 5 500 HUF (13 €) (+44%) et celui d'un mois de 5 210 HUF (12 €) à 8 900 HUF (21 €) (+70 %). Le prix de la vignette autoroutière annuelle des bus va être pour sa part relevé de 33 %.

- urbain

L'opérateur des transports publics à Budapest, BKV, a engagé une action en justice contre le fabricant ferroviaire russe Metrowagonmash en 2019 pour la fourniture de matériel de mauvaise qualité, mais Metrowagonmash refuse d'accepter les documents judiciaires depuis plus de trois ans. BKV réclame 14 Md HUF (32,6 M€) de dommages et intérêts, mais sans succès jusqu'à présent. L'entreprise se trouve aujourd'hui dans une situation financière difficile, et se dit dans l'incapacité de recouvrer les sommes réclamées. La presse d'opposition en a appelé à l'appui du ministère de la Justice, qui n'a pas répondu publiquement sur ses actions entreprises pour engager le procès.

République Tchèque

Transport

- routier

Les dirigeants d'Eurovia CS, Colas, Strabag et Skanska ont adressé une lettre commune à la Direction des routes et autoroutes (ŘSD) et à l'Association des régions, dans laquelle ils se plaignent du fait que la société Metrostav se présente dans les appels d'offres publics pour la construction ou la réparation de routes via sa nouvelle structure Metrostav Infrastructure Roads. Metrostav ainsi que certaines filiales s'était vue interdire par décision de justice de participer aux marchés publics pendant trois ans après une affaire de corruption et de détournement de fonds européens. Une nouvelle filiale de Metrostav, MI Roads, a été créée après cette décision de justice et se porte candidate dans certains AO. Les signataires de la lettre estiment qu'il s'agit d'un contournement de la décision de justice.

- ferroviaire

L'Institut de recherche ferroviaire (VUZ) en partenariat avec SINTEF AS (institut de recherche norvégien) et le groupe de recherche ÚJV Rež, a lancé des travaux sur une **étude de projet «Trains régionaux à hydrogène sur les chemins de fer tchèques»** dont l'objectif est de cartographier les lignes sur lesquelles les trains à hydrogène pourraient être déployés. L'étude porte sur la comparaison des différents types d'alimentation, à savoir le diesel, les batteries, l'entraînement électrique ou l'hydrogène sur 16 lignes régionales préselectionnées afin d'identifier celles présentant des conditions technologiques, économiques et environnementales les plus favorables au déploiement de trains à hydrogène. L'analyse pilote est menée sur la ligne R14 entre Ústí n. Labem et Hradec Králové car le plus grand électrolyseur de production d'hydrogène en République tchèque se trouve à Spolechemie à Ústí nad Labem. Les lignes sélectionnées pour l'évaluation comprennent principalement des tronçons non électrifiés avec un trafic ferroviaire express. Il s'agit, par exemple, de la liaison Liberec-Prague (via Mladá Boleslav), Prague – České Budějovice (via Písek), Kolín – Nový Bor (via Nymburk et Mladá Boleslav), Ostrava-Krnov-Olomouc ou Zábřeh na Moravě – Krnov (via Jeseník). La fin de l'évaluation est prévue pour le printemps 2024.

L'opérateur ferroviaire national Chemins de fer tchèques (ČD) a enregistré au cours du 1^{er} semestre 2022 une perte de 931 M CZK (38,1 M€), soit une détérioration de 714 M CZK en glissement annuel, principalement due à la hausse des prix de l'électricité. L'entreprise a annoncé une augmentation du prix des billets des trains à partir de décembre 2022 de 10 à 15% pour prendre en compte l'inflation élevée (17,2% en août en g.a).

Un nouveau train de nuit reliant Prague et Zurich via Dresde et Francfort sera lancé à partir du 11 décembre 2022 complétant l'offre existante de liaisons directes via Linz et Innsbruck, en Autriche. La durée du trajet sera de 14 heures et 40 minutes.

Slovaquie

Nominations

Fin août, le parti SaS a quitté la majorité gouvernementale ce qui a entraîné le départ de quatre ministres : Economie (chargé aussi du secteur énergétique), Education, Affaires étrangères et Justice. Le 13 septembre, la Présidente de la République a nommé M. Karel Hirman nouveau ministre de l'Economie. M. Hirman est un expert reconnu du secteur énergétique slovaque. Il a fait ses études dans le domaine de l'exploitation minière (pétrole et gaz) à l'université de Moscou et à l'université technique de Kosice. Il était également directeur de la section énergie de l'Agence slovaque d'innovation et énergétique (2007-2014) ou encore le président du conseil de surveillance de l'entreprise publique Transpetrol (2010-2012). Il a servi en tant que conseiller énergie de l'ancienne première ministre slovaque (2010-2012) et aussi de l'ancien premier ministre ukrainien Volodymyr Groysman (2016-2019).

Energie

- Gaz

Fin août, le premier ministre et le directeur général de la principale société de gaz SPP ont assisté à **l'inauguration de l'interconnexion gazière entre la Slovaquie et la Pologne**. Par cette interconnexion la Slovaquie renforce sa sécurité énergétique mais aussi peut être solidaire avec ses partenaires européens, notamment la Pologne dont les réservoirs ne sont pas suffisants pour couvrir la consommation du pays.

Le 6 octobre, cinq semaines après la démission du ministre de l'Economie et face aux nombreuses critiques sur l'augmentation des prix de vente du gaz, le directeur général de SPP M. Richard Prokypcak a démissionné de son poste.

- Nucléaire

Vendredi 9 septembre peu après minuit, le principal électricien du pays Slovenske elektrarne a entamé le chargement du combustible nucléaire dans le nouveau bloc nucléaire à Mochovce. La nouvelle tranche a une puissance installée de 471 MW et couvrira 13 % de la consommation nationale. La part de l'électricité à partir des centrales nucléaires devrait passer de 52 à 65%.

- Hydrogène

Mi-septembre, le ministère de l'Economie a présenté à la consultation publique le plan d'action pour la Stratégie nationale de l'hydrogène (adoptée en Conseil des ministres le 23 juin 2021). Grâce à 36 mesures proposées dans le plan d'action, le gouvernement veut créer des conditions favorables pour les investissements tant pour l'hydrogène vert que bleu – les investissements dans la production, le transport et la distribution, le stockage et l'utilisation. L'ensemble des mesures s'élève à 955,2 M€ dont principalement : le volet l'utilisation de l'hydrogène (385 M€) ; la production d'hydrogène (340 M€) ; la recherche et le développement (140 M€) et le transport, la distribution et le stockage (70 M€). D'ici 2030, le plan d'action se donne comme objectifs : (i) la production de 45 000 t d'hydrogène, (ii) le développement des infrastructures d'hydrogène, (iii) La consommation totale d'hydrogène vert et bleu à hauteur de 45 000 t. Le ministère prévoit aussi des investissements privés à hauteur de 1,5 Md€. *Pour en savoir plus, merci de contacter directement le Service économique de Bratislava.*

Le 21 septembre, la Commission européenne a autorisé un second projet important d'intérêt européen commun (PIEEC) visant à soutenir la recherche et l'innovation, le déploiement industriel et la construction d'infrastructures dans la chaîne de valeur de l'hydrogène. Ce projet est intitulé IPCEI Hy2Use et a été notifié à treize EM dont aussi la Slovaquie. Du côté slovaque, le projet sélectionné est celui de la société RONA, producteur de verre et d'articles en verre avec

un CA de 70 M EUR. Le projet de RONA est axé sur la recherche et le développement des technologies H2 dans l'industrie du verre notamment pour la fabrication de verre utilitaire à zéro émission.

- Chaleur

Quatre banques commerciales ont octroyé un prêt syndiqué de 160 M€ à la société publique MH Teplarensky holding qui regroupe six centrales de chauffage publiques. Avec ce prêt, MH Teplarensky holding pourra financer l'optimisation de ses investissements et sa transition écologique. En effet, la satisfaction des objectifs environnementaux permettra à la société d'optimiser les coûts liés au financement du prêt (objectifs liés notamment à la baisse des émissions du CO₂ pendant la production de chaleur et d'eau chaude).

Transports

- routier

Le dernier tronçon de la principale autoroute D1 reliant la capitale slovaque à la seconde ville du pays Kosice (à l'est de la Slovaquie) dont les travaux de construction n'ont pas encore commencé, annonce un nouveau report des travaux. Il s'agit du secteur Turany – Hubova d'une longueur de 13,5 km. Selon le directeur des investissements de la Société nationale des autoroutes, les travaux commenceront au plutôt en 2025. A ce jour, deux études d'impact sont conduites sur l'environnement et sur les eaux.

La société publique MH manazment qui gère les participations publiques a lancé début septembre un lot de plusieurs AO sur l'acquisition des parts publiques minoritaires au sein de huit sociétés de transport de bus : SAD Presov, SAD Trencin, SAD Zilina, SAD Banska Bystrica, SAD Lucenec, SAD Zvolen, Slovak lines et eurobus. Les parts varient entre 30 à 44 %. Les informations sur l'AO sont disponibles sur le site de MH manazment : <https://www.mhmanazment.sk/verejne-sutaze/>

- Ferroviaire

Le ministère des Finances a validé le projet d'investissement de la société ferroviaire publique Zeleznice Slovenskej republiky (ZSR) chargée des infrastructures ferroviaires, prévoyant **l'électrification et la construction de la deuxième voie entre Devinska Nova Ves** (quartier ouest de Bratislava) et la frontière avec l'Autriche. La modernisation de ce tronçon de 4,5 km devrait coûter 108 € TTC. D'après l'évaluation du ministère des Finances, ce projet est rentable. L'électrification aura un impact environnemental positif et la modernisation, vu l'ancienneté des lignes, est fondée. Elle permettra la hausse de la vitesse de 80 km/h à 120 km/h et avec la deuxième voie, le projet raccourcira le trajet entre Bratislava et Vienne de 67 minutes à 40 minutes, la fréquence des trains entre les deux capitales étant augmentée.

- Aérien

Les coûts de la reconstruction de l'aéroport militaire de Sliac (Slovaquie centrale) vont doubler selon le ministre de la Défense, de 55 M€ à 100 M€. Les travaux devraient commencer l'année prochaine pour l'accueil des nouveaux avions de chasse F16 en 2025.

Environnement

Fin septembre, la **Commission européenne a demandé à la Slovaquie d'améliorer sa réglementation en matière de pollution atmosphérique** en transposant correctement la directive sur la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques (directive « PEN ». Cette directive définit des engagements de réduction de cinq principaux polluants atmosphériques. Cependant, jusqu'à présent, la Slovaquie n'a pas encore transposé l'exigence relative à la diffusion active et systématique de certaines informations et la législation nationale n'a pas déterminé de sanctions en cas de non-respect de la directive. La Commission

a donc envoyé une lettre de mise en demeure à la Slovaquie qui a maintenant deux mois pour y répondre et remédier aux manquements. Dans le cas contraire, la Slovaquie risque un avis motivé de la part de la Commission.

Fin septembre, la **Commission a demandé à six pays dont la Slovaquie de fournir des cartes actualisées des risques d'inondation** selon les exigences de la directive « Inondation ». Ces cartes de zones inondables couvrent les zones géographiques susceptibles de subir les inondations d'après différents scénarios et les cartes des risques d'inondations dévoilent les conséquences négatives potentielles à la base de ces scénarios. Les EM avaient jusqu'au 22 mars 2020 pour rendre compte de l'actualisation de leurs premières cartes des zones inondables et des risques d'inondation. Etant donné que la Slovaquie n'avait envoyé aucune information, la Commission lui a envoyé en février 2022 une lettre de mise en demeure. Depuis, la Commission constate aucune avancée en la matière et a donc décidé d'adresser des avis motivés à ces six EM qui bénéficient d'un délai de deux mois pour adopter des mesures nécessaires. Dans le cas contraire, la Commission pourrait prendre la décision de saisir la Cour de justice de l'UE.

Le 8 septembre, la Commission européenne a publié son rapport en matière de respect des normes environnementales par la Slovaquie et y a identifié plusieurs enjeux :

- Amélioration de la gestion des déchets notamment la hausse du recyclage, l'introduction du tri et la baisse de la mise en décharge,
- Achèvement de Natura 2000 et baisse de la pression sur les écosystèmes naturels,
- Amélioration de la qualité de l'air et de la qualité de surveillance dans les régions critiques,
- Achèvement de l'infrastructure environnementale dans la gestion des eaux et des eaux usées
- Progrès dans l'achèvement progressif des subventions nuisibles à l'environnement en matière de lignite.

La Slovaquie présente toujours des manquements graves dans l'ensemble des secteurs environnementaux et présente des résultats insuffisants en matière de transition vers une économie utilisant durablement les ressources. D'après le rapport, la performance de la gestion des déchets demeure un problème majeur car la gestion des déchets dépend trop de la mise en décharge des déchets municipaux. Si la Slovaquie a d'importantes zones Natura 2000, la biodiversité s'y trouve toujours sous pression.

Selon l'Institut hydrométéorologique slovaque (SHMU), la température moyenne de l'été (du 1er juin au 31 août) a atteint 20,3°C, soit l'été le plus chaud depuis la mesure systématique des températures (1931) au-dessus des températures atteintes en 2019 (20,1°C) et en 2015 (19,9°C). Les températures étaient particulièrement élevées à l'est du pays (moyenne de 22,5 °C à Kosice) avec 100 mm en moins de précipitations qu'à l'ouest du pays.

Lituanie

Environnement

L'aéroport de Vilnius à l'avant-garde des États baltes selon un classement environnemental. Le programme environnemental international Airports Carbon Accreditation (ACA) vient d'attribuer la meilleure note parmi les aéroports des pays baltes à l'aéroport international de Vilnius. Cette reconnaissance parachève des années d'efforts en termes de réduction des émissions de CO₂ : plus d'un tiers par passager en moyenne depuis que l'aéroport a rejoint le programme en 2016.

L'ACA classe les aéroports évalués en trois paliers, suivant leur performance en termes de réduction des émissions. 235 aéroports sont concernés au niveau mondial ; tous ont pris l'engagement d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Celui de Vilnius vient de passer du

deuxième au troisième palier, qu'il est actuellement le seul parmi les pays baltes à avoir atteint. Dans le même temps, les aéroports de Kaunas et de Palanga, qui ont rejoint le programme en 2019, sont passés du premier au deuxième palier.

Aurimas Stikliūnas, chef par intérim des aéroports lituaniens, a réaffirmé sa volonté de maintenir la position de leadership de l'aéroport de Vilnius sur le plan environnemental, avec l'objectif que ce dernier soit le premier aéroport balte à atteindre la neutralité carbone. 91 aéroports, dont 3 lituaniens, ont en effet l'ambition d'atteindre cette cible d'ici 2030, soit 20 ans plus tôt que ne le stipule leur engagement auprès de l'ACA.

Concrètement, en moyenne dans les aéroports lituaniens, la quantité de CO₂ émise par passager est passée de 2,52 kg en 2015 à 2,39 en 2016 et 1,89 en 2021. À Vilnius, des mesures allant, entre autres, du renouvellement du système d'éclairage au renouvellement de la flotte de transport avec des voitures hybrides, en passant par l'installation de panneaux solaires et l'achat d'électricité issue des énergies renouvelables pour couvrir les besoins énergétiques ont permis cette baisse drastique des émissions.

Dans le cadre de cette troisième phase du programme ACA, l'aéroport de Vilnius a pour objectif de réduire à nouveau d'un tiers ses émissions par passager d'ici 2024, ce qui devrait amener leur niveau vers 1 kg. La grande nouveauté de cette phase sera d'impliquer également les partenaires tiers opérant à l'aéroport.

Transport et infrastructures

Aéroports lituaniens : les flux augmentent mais peinent à retrouver leurs niveaux pré-pandémiques. La reprise du trafic aérien lituanien se poursuit en septembre, avec un peu plus de 4 700 vols effectués pour 531 000 passagers transportés. En nombre de passagers, cela correspond à 88% des 603 000 transportés en 2019 (pour 5 700 vols). Plus largement, l'année 2022 se déroule sous le signe d'une forte reprise du trafic aérien par rapport à l'année précédente : entre janvier et septembre, ce sont plus de 4 millions de passagers transportés, contre 1,5 million sur la même période en 2021. En revanche, les 4,9 millions correspondant à la même période en 2019 ne sont pas atteints. En termes de nombre de destinations, les voyageurs lituaniens ont 89 routes directes à leur disposition, contre 92 en septembre 2019.

La société Eikos statyba remporte l'appel d'offres pour la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Vilnius. Le nouveau terminal sera construit entre un terminal VIP avec centre de conférence et l'ancien terminal passagers, pour un montant de 41,5 M€ (HT). En remportant l'appel d'offres, l'acteur local Eikos statyba s'est engagé à construire le nouveau terminal selon la norme énergétique A++ d'ici fin 2024. La construction de ce terminal, dont la superficie totale atteindra plus de 14 000 m², fera augmenter d'un tiers la superficie totale des terminaux de l'aéroport de Vilnius, et de deux fois son débit de passagers par heure (de 1 200 à 2 400). Malgré les perturbations récentes dues notamment à la crise pandémique, ce projet a été motivé par l'anticipation d'une croissance renouvelée de l'activité de l'aéroport à plus long terme : le directeur pour l'infrastructure des aéroports lituaniens, A. Dumanas, estime que 10 millions de personnes par an y transiteront en 2030. Toujours selon M. Dumanas, le projet sera rentabilisé d'ici 10 à 15 ans.

Vilnius expérimente un asphalte moins polluant. Une chaussée en asphalte Tempura a été posée sur la rue Maldininkai, dans la vieille ville de Vilnius, par l'entreprise de construction routière Eurovia Lietuva, filiale du groupe français Vinci. La pose de ce type d'asphalte consomme moins d'énergie et émet moins de gaz à effet de serre et de fumées toxiques que pour un asphalte classique. En outre, pendant les travaux, sa température est inférieure de 30°C en moyenne à celle d'un asphalte classique. Une fois la pose terminée, il est possible de raccourcir les restrictions de circulation dans les rues, puisque le revêtement atteint plus rapidement la température adaptée à la circulation. De telles propriétés constituent un intérêt sur le plan environnemental, mais aussi sur le plan énergétique, surtout compte tenu du contexte actuel,

grâce aux diverses économies qu'elles permettent. L'impact environnemental de la nouvelle chaussée sera évalué conjointement par Eurovia Lietuva et l'Université technique de Vilnius, et sera comparé à celui d'un autre tronçon de la même rue, en asphalté classique. Au cours des observations, les experts détermineront la résistance de la chaussée aux effets de l'eau et la durabilité du revêtement, calculeront la réduction exacte des coûts énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre, et évalueront l'amélioration des conditions de travail. Cette évaluation durera 3 à 5 ans.

Lettonie

Energie

La Saeima a **allégé les exigences pour la construction d'installations de production et d'approvisionnement en énergie**, y compris les parcs éoliens et panneaux solaires. Cette loi a été approuvée afin de développer la production d'énergies renouvelables et d'accroître l'indépendance et sécurité énergétique lettone. Krisjanis Feldmans, président de la commission de la politique économique, agricole, environnementale et régionale de la Saeima, a ajouté son souhait de voir la Lettonie devenir un pays exportateur d'électricité.

Le 30 septembre 2022, **Latvenergo a obtenu le droit d'utiliser 6 TWh de la capacité du terminal GNL de Klaipeda pour les 10 prochaines années** pour l'approvisionnement régulier en gaz de ses centrales thermiques et électriques. L'attribution de la capacité du terminal GNL lituanien pour le dernier trimestre 2022 s'est effectuée par une mise aux enchères, montrant que la demande était quatre fois supérieure à l'offre. Les capacités sont attribuées en priorité aux clients qui proposent des contrats à long terme (jusqu'à dix ans). Le terminal de Klaipeda mettra aux enchères deux tiers de sa capacité annuelle, et les gros clients pourront choisir les dates de dégazage, ce qui est essentiel pour garantir l'approvisionnement en gaz au cours du premier trimestre de l'année. En plus de la capacité supplémentaire, Latvenergo pourra acheter du gaz sans intermédiaire à partir de 2023, s'accompagnant de meilleurs prix pour l'économie lettone.

Le 29 septembre 2022, le parlement a adopté une loi faisant du **Terminal GNL de Skulte un projet d'intérêt national**. Ce statut permettra de prévenir d'éventuels obstacles administratifs afin de terminer la construction dans les délais (2024), ce terminal permettant de renforcer la sécurité et l'approvisionnement énergétique de la Lettonie. Au cours des débats, de nombreux membres de l'opposition ont critiqué la loi, en mettant en avant les risques qui auraient un impact négatif sur les résidents locaux.

La consommation de gaz en Lettonie a diminué de 32% en 8 mois, selon le Bureau des statistiques. Le mois d'août a été le seul mois où la consommation a été supérieure par rapport à 2021. En effet en août la Lettonie a consommé 432,157 MWh de gaz naturel, qui représente contre 339,868 MWh en août 2021 (+27,2%). A contrario, le mois de juillet a montré la plus forte diminution de consommation (-66%).

Le tarif de chauffage de la société de chauffage urbain Rigas Siltums pour Riga va être multiplié par deux, passant de 85,45 € par mégawattheure (MWh) à 170,59 € par MWh, selon la décision de la commission des services publics. La Commission souligne qu'à compter du 1er octobre, l'aide de l'État s'appliquera automatiquement aux factures de chauffage des ménages. Comme indiqué, l'État paiera 90 % de la partie des prix du chauffage qui dépasse 150 € par MWh et compensera 50 % des prix supérieurs à 68 € par MWh et inférieurs à 150 € par MWh.

Le 15 septembre 2022, **Utilitas, le plus grand producteur d'énergie renouvelable et opérateur de chauffage urbain d'Estonie, a inauguré le plus grand parc éolien terrestre de Lettonie**. Ce parc est situé dans la région de Ventspils, dans la commune de Tārgale. Il se compose de 14 turbines modernes fournies par le constructeur leader Vestas. Ces turbines produiront jusqu'à 155 GWh

d'électricité verte par an, ce qui correspond à la demande de plus de 50 000 ménages. Le parc éolien de Tārgale augmentera considérablement la part de l'énergie éolienne en Lettonie, participant ainsi à la résolution des défis actuels en matière d'énergie, de sécurité et de climat dans la région balte. Ce parc éolien et de haute qualité a été installé en collaboration avec les entreprises Nordecon Betoona, Verstone Ehitus, Connecto Eesti, ainsi que plusieurs entreprises locales lettones. Le conseil du comté de Ventspils avait approuvé la planification détaillée du parc éolien de Tārgale en 2011. La construction a commencé au printemps 2021 et s'est achevée à l'été 2022. Le coût total de l'investissement s'est élevé à 75 M€. Au printemps 2022, Utilitas Wind a également acquis le parc éolien de Grobina d'une capacité totale de 20 MW, faisant du groupe Utilitas le plus grand producteur d'énergie éolienne en Lettonie. En Estonie, Utilitas développe des parcs éoliens offshore et onshore. La construction du premier parc éolien onshore a débuté cet été.

Le 16 septembre 2022, **Latvenergo AS, l'un des plus grands fournisseurs de services énergétiques dans les pays baltes, et RWE, leader mondial dans le secteur des énergies renouvelables, ont signé un protocole de coopération pour la mise en place d'ambitieux projets de parcs éoliens offshore.** En unissant leurs forces pour développer, construire de tels projets au large des côtes lettonnes, ils soutiennent activement le développement de l'éolien offshore afin de renforcer l'indépendance énergétique de la Lettonie. Cette coopération permettra de combiner la connaissance approfondie de Latvenergo du marché letton de l'énergie et de l'approvisionnement en énergie dans les États baltes avec la longue expérience de RWE en matière de développement de parcs éoliens offshore, de mise en œuvre réussie de projets et d'exploitation. Selon son plan national pour l'énergie et le climat, la Lettonie a pour objectif de passer sa capacité éolienne d'environ 70 MW à 800 MW d'ici 2030. De plus, le pays devrait bientôt lancer l'appel d'offres "ELWIND", pour un projet transfrontalier offshore de 1 GW en collaboration avec l'Estonie. Selon sa stratégie pour 2030, Latvenergo a l'intention de porter la capacité de production d'énergie éolienne et solaire à 2300 MW. Ce nouveau partenariat solide contribuera fortement à réaliser cet objectif, et l'expertise et l'expérience des deux entreprises contribueront également au projet commun lettono-estonien ELWIND annoncé pour 1 GW d'énergie éolienne offshore.

L'opérateur public de distribution d'électricité **Sadales Tīkls prévoit d'investir 1,11 Md€ entre 2023 et 2033, soit 111 M€ par an, dans le système de distribution d'électricité,** selon son plan de développement soumis à la Commission des services publics. Le plan indique qu'afin d'assurer la reconstruction et la modernisation des actifs du système de distribution et l'utilisation de solutions techniques innovantes, des investissements dans le renouvellement des actifs du réseau, le développement de réseaux intelligents, la reconstruction de biens immobiliers et la modernisation des équipements devront être réalisés au cours des dix prochaines années. 65% du total des investissements, environ 73 M €/an, seront investis dans la reconstruction et la rénovation du réseau électrique. Le deuxième plus grand montant d'investissements, environ 24 M€/an, sera consacré aux nouveaux raccordements au réseau électrique, tandis que les autres investissements en capital s'élèveront à 14 M€/an.

Infrastructures

Les exigences pour la deuxième phase **d'appel d'offres** lancé le 17 décembre 2021 par l'entreprise Eiropas Dzelzceļa Linijas, actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et **portant sur la surveillance de la construction de la ligne Rail Baltica** sont définies et les candidats sont invités à soumettre leurs offres techniques et financières jusqu'au 31/10/22. C'est une étape importante pour pouvoir démarrer la construction en 2023. Trois candidats sont proposés pour le deuxième tour de l'appel d'offres : Italferr S.p.A (Italie), SYSTRA S.A. (France) et l'association entre Tecnica y Proyectos et PROINTECS (Espagne).

Quatre groupements d'entreprises ont répondu à l'appel d'offres lancé le 1^{er} juin 2022 par la coentreprise balte RB Rail AS, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, **et portant sur la conception et la construction du sous-système énergétique Rail Baltica sur l'ensemble de la ligne**. Parmi les candidats figurent l'entreprise espagnole "Cobra Instalaciones y Servicios S.A.", le groupement d'entreprises "ALSTOM-BMGS-GE-Torpol" (BMGS" AS (Lettonie), "Bombardier Transportation Baltics" SIA, ALSTOM Transport SA, GE Energy Power Conversion France SAS (France), TORPOL S.A" (Pologne), le groupement d'entreprises "STC Baltic Electrification" (COLAS RAIL AS (France), Siemens GmbH (Allemagne), Siemens Mobility Oy filiale lettone et TSO SAS), ainsi que l'entreprise turque "Yapı Merkezi İnşaat ve Sanayi A.Ş." Le choix des entreprises qui vont participer à la deuxième étape de l'appel d'offres sera effectué avant la fin de l'année.

Transport

L'opérateur public de distribution d'électricité, Sadales tikls JSC, et autres institutions publiques **prévoient de développer plus de 2000 points de recharges publics pour véhicules électriques dans toute la Lettonie**. La mise en œuvre de ce projet est prévue grâce au soutien du Fonds de relance de l'Union Européenne, qui devrait allouer 5 M€ à la construction des infrastructures nécessaires.

Estonie

Energie

- Mix énergétique et énergie renouvelable

2021 a vu une augmentation significative de la production d'électricité (+24%), principalement par **l'exploitation accrue des schistes bitumineux** (+60% par rapport à 2020 ; source de 49% de l'électricité produite contre 40% l'an passé) et le développement croissant des énergies renouvelables (source de 40% de l'électricité produite, contre environ 30% l'an passé). Cette hausse du renouvelable s'appuie sur l'utilisation continue de la biomasse (60% de l'électricité d'origine renouvelable) et sur une explosion de l'énergie solaire (12% de l'électricité d'origine renouvelable, contre 4% l'an passé).

L'engouement pour le solaire ne se dément pas chez Enefit Green, principal opérateur du renouvelable en Estonie : entre août 2021 et août 2022, la production d'électricité à base d'énergie solaire a progressé de 61,5%. En dépit de cette hausse, Enefit Green a constaté une chute de sa production d'électricité en août 2022, ne produisant que 64,1 GWh d'électricité à base d'énergie renouvelable. C'est 1/3 de moins qu'en août 2021, du fait d'un manque de vent et d'une maintenance inattendue de l'usine solaire d'Iru.

Transports

- Mobilité douce

La ville de Tallinn va développer trois nouvelles lignes de tram et de nouvelles pistes cyclables. Cet effort sera soutenu par le gouvernement et par les fonds européens (40 M€ de fonds structurels pour le développement des lignes de tram et 40 M€ pour le développement des pistes cyclables à Tallinn, Tartu et Pärnu). Ce choix est confirmé par le retour du public dans les transports en commun : au cours du premier semestre 2022, 74 M de voyages ont été enregistrés dans les transports en commun publics (+29% en glissement annuel). Toutefois, nous restons loin du niveau du premier semestre 2019, lorsque 112 M de voyages avaient été enregistrés.

- Ferroviaire

L'Amber Train, projet de ligne ferroviaire de fret entre l'Europe du Nord et de l'Ouest a été inauguré le 13 septembre. Selon Riina Sikkut, ministre de l'économie et de l'Infrastructure, ce

projet est une belle opportunité pour développer le transport de marchandise indépendamment de la Russie. Les clients potentiels de l'Amber Train sont des entreprises souhaitant exporter leurs marchandises des pays nordiques ou de l'Estonie vers l'Europe occidentale et inversement. Jusqu'à présent, ces marchandises étaient transportées principalement par camion. Cette nouvelle voie permet des gains significatifs de temps, des économies d'énergie (4 fois moins) et une réduction des émissions de CO₂ (6 fois moins).

- Maritime

La compagnie Tallink confirme son regain d'activité lors du troisième trimestre 2022, ayant transporté 1,9 M de passagers au cours du trimestre. C'est 65,5% de plus qu'au troisième trimestre 2021. Cette hausse s'explique principalement par le retour du public finlandais : la ligne entre la Finlande et la Suède est de nouveau plébiscitée (+82,2% de fréquentation en un an) et la ligne entre l'Estonie et la Finlande retrouve son niveau d'avant COVID. La compagnie espère revenir au même niveau d'activité et de bénéfice qu'avant la crise sanitaire d'ici la fin de l'année.

- Aérien

La compagnie aérienne Air Baltic a déclaré vouloir créer d'ici fin mars dix-huit nouvelles routes aériennes depuis les pays Baltes, dont quatre partant de Tallinn. Ces quatre routes iront vers la Grèce et la Croatie. Au total, Air Baltic relie l'Estonie à seize destinations directes en plus des soixante-dix de Riga. **En parallèle, la compagnie finnoise Finnair a annoncé vouloir arrêter la liaison Helsinki-Tartu d'ici fin octobre.** La mairie de Tartu a annoncé travailler pour rouvrir une ligne au plus vite. En effet, la ville sera la capitale de la culture européenne en 2024 et souhaite par conséquent avoir le maximum de liaisons avec le reste de l'Europe.

Infrastructures

- Rail Baltica

Le Ministère des Affaires Economiques a exprimé toute sa déception vis-à-vis des prestations délivrées par IDOM, entreprise espagnole ayant remporté l'appel d'offre pour la conception du réseau et des infrastructures en Estonie. Le Ministère considère que ces mauvaises prestations vont entraîner un retard de près de deux ans. En parallèle, le Ministère n'a pas manqué de pointer le mauvais management de la *holding* basée à Riga et a exprimé son scepticisme quant à l'échéance de 2030. Ahti Kuningas, secrétaire général en charge du transport, considère que seul le tronçon Tallinn – Pärnu sera opérationnel d'ici 2030. La connexion avec le Port de Muuga et celle avec la Lettonie interviendront vraisemblablement après 2030.

- Aménagement urbain

Le prix du m² continue d'augmenter en Estonie et à Tallinn. Le prix moyen atteint désormais 2938 € à Tallinn (+20,1% en glissement annuel), et 1247 € hors de Tallinn (+24,3% en glissement annuel). Cette hausse commence à affecter le dynamisme du marché : en septembre 2022, seulement 678 transactions ont été conclues à Tallinn, pour un montant total de 108,3 M€. En comparaison, en septembre 2021, la ville de Tallinn a enregistré 932 transactions, pour un montant total de 127 M€.

Plusieurs professionnels du secteur prédisent un renversement imminent du marché immobilier, à l'instar de la situation observée dans les pays nordiques.

Environnement

- Forêt

Madis Kallas, nouveau Ministre de l'Environnement, a annoncé une baisse des quotas de coupe du bois. Le plan précis doit être dévoilé par le gouvernement dans les prochains mois, après

concertation avec les pouvoirs locaux. Actuellement, l'Estonie autorise la coupe de 10,886 ha de forêt.

- Politique gouvernementale et politique européenne

Le gouvernement va présenter son plan d'action environnemental à la fin de l'automne 2022.

Ce plan devrait attacher une importance notable à la soutenabilité du système alimentaire, à la protection de la biodiversité et à la résilience face au changement climatique. La question des forêts sera particulièrement scrutée, ainsi que la concordance avec les règles européennes.

En matière de règle européenne, l'Estonie vient de transposer la directive plaçant des restrictions sur les produits plastiques à usage unique. Une période de transition est en place pour les entreprises, jusqu'en 2024.

Calendrier :

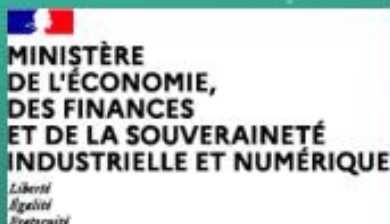
Du 19 au 21 octobre 2022, POLECO / International Trade Fair for Environmental Protection in Poznań

Le 17 novembre 2022, Congrès ferroviaire, Varsovie, Centre Kopernik

Le 9 novembre 2022, Rail Baltica Industry Day 2022, online

Le 30 novembre 2022 aura lieu à Riga "Baltics Sustainability Awards Ceremony and Forum" qui permettra de faire connaître et récompenser les acteurs innovants du changement vers des activités et une société plus durable. Cet événement mettra en avant les entreprises, startups et ONG des Etats baltes dans des secteurs variés tels que les énergies renouvelables ou les villes et transports durables.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga, SE de Vilnius, SE de Tallinn
Pour s'abonner : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr